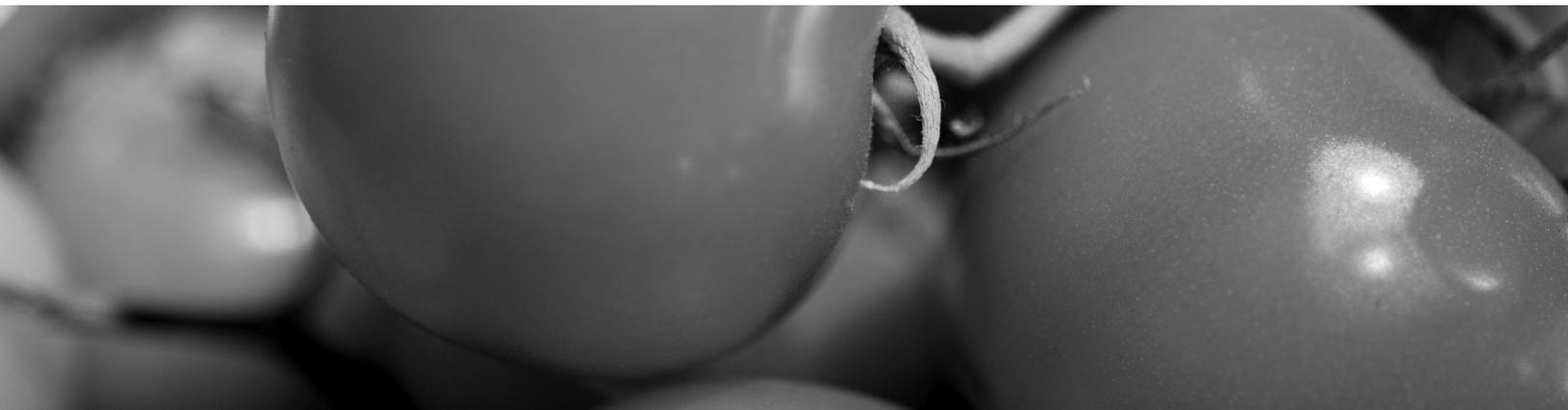




T3 RAPPORT DU TROISIÈME TRIMESTRE
40 semaines terminées le 6 octobre 2012

Loblaw
LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE



Rapport du troisième trimestre de 2012 aux actionnaires

Résumé du troisième trimestre de 2012	1
Rapport de gestion	5
Résultats financiers	25
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	31
Annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités portant sur le ratio de couverture par le bénéfice	46
Sommaire financier	47

Résumé du troisième trimestre de 2012¹⁾

- Bénéfice net de base par action ordinaire de 0,79 \$, en baisse de 6,0 % par rapport au troisième trimestre de 2011.
- Marge du BAIIA²⁾ de 6,6 %, identique à ce qu'elle était au troisième trimestre de 2011.
- Produits de 9 827 millions de dollars, en hausse de 1,0 % par rapport au troisième trimestre de 2011.
- Chiffre d'affaires du secteur Vente au détail en hausse de 0,7 % et chiffre d'affaires des magasins comparables en baisse de 0,2 %, comparativement au troisième trimestre de 2011.

« Au troisième trimestre, notre équipe a exécuté le plan tel que prévu. Les investissements ciblés dans l'offre de produits et de services à la clientèle donnent des résultats probants, l'avancement du programme d'infrastructure demeure sur la bonne voie et les efficacités escomptées commencent à se concrétiser », a déclaré Galen G. Weston, président du Conseil de Les Compagnies Loblaw limitée. « Nous sommes très satisfaits des progrès fondamentaux réalisés jusqu'à maintenant. La hausse du dividende annoncée ce matin témoigne de la confiance du Conseil en la stratégie à long terme de la direction et en sa capacité de créer de la valeur pour les actionnaires avec le temps ».

Résultats opérationnels trimestriels consolidés

Pour les périodes closes le 6 octobre 2012 et le 8 octobre 2011 (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2012 (16 semaines)	2011 (16 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)	2012 (40 semaines)	2011 (40 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Produits	9 827 \$	9 727 \$	100 \$	1,0 %	24 139 \$	23 877 \$	262 \$	1,1 %
Résultat opérationnel	405	421	(16)	(3,8 %)	934	1 069	(135)	(12,6 %)
Bénéfice net	222	236	(14)	(5,9 %)	507	595	(88)	(14,8 %)
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,79	0,84	(0,05)	(6,0 %)	1,80	2,11	(0,31)	(14,7 %)
Marge opérationnelle ³⁾	4,1 %	4,3 %			3,9 %	4,5 %		
BAIIA ²⁾	646 \$	639 \$	7 \$	1,1 %	1 524 \$	1 598 \$	(74) \$	(4,6 %)
Marge du BAIIA ²⁾	6,6 %	6,6 %			6,3 %	6,7 %		

- L'augmentation de 100 millions de dollars des produits par rapport à ceux du troisième trimestre de 2011 est essentiellement attribuable aux hausses enregistrées dans les secteurs opérationnels Vente au détail et Services financiers de la société, tel qu'il est décrit ci-après.
- Pour l'exercice 2012 en entier, la société s'attend maintenant à ce qu'une tranche de 50 millions de dollars de l'investissement marginal dans son offre de produits et de services à la clientèle, ce qui représente une hausse de 10 millions de dollars par rapport à ce qui avait été annoncé précédemment, ne soit pas comblée par ses activités. De ce montant, 15 millions de dollars ont été engagés au troisième trimestre de 2012, dont 10 millions de dollars étaient liés au coût de la main-d'œuvre et 5 millions de dollars, aux pertes. Pour l'exercice à ce jour, ce montant s'élève à 40 millions de dollars, dont une tranche 20 millions de dollars était liée aux prix, une autre de 5 millions de dollars était liée aux pertes, montants qui ont tous deux été reflétés dans la marge brute, et enfin, une dernière tranche de 15 millions de dollars était liée au coût de la main-d'œuvre.
- Le résultat opérationnel a diminué de 16 millions de dollars comparativement au troisième trimestre de 2011, ce qui s'explique par la diminution de 24 millions de dollars du résultat opérationnel du secteur Vente au détail, en partie contrebalancée par la hausse de 8 millions de dollars du résultat opérationnel du secteur Services financiers. La marge opérationnelle s'est établie à 4,1 % au troisième trimestre de 2012, comparativement à 4,3 % au trimestre correspondant de 2011. La diminution de 24 millions de dollars du résultat opérationnel du secteur Vente au détail s'explique essentiellement par la hausse du coût de la main-d'œuvre et des autres coûts opérationnels et les éléments significatifs décrits ci-après, partiellement contrebalancés par l'augmentation de la marge brute et des profits de change.

1) Le présent rapport renferme des énoncés prospectifs. Voir les énoncés prospectifs à la page 6 du présent rapport pour une analyse des principaux facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des conclusions, prévisions et projections formulées dans les présentes et pour connaître les principales hypothèses posées lors de l'établissement de ces énoncés. Ce rapport doit être lu en parallèle avec les documents que Les Compagnies Loblaw limitée dépose, à l'occasion, auprès des autorités en valeurs mobilières et qui peuvent être consultés au sedar.com et au loblaw.ca.

2) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 22 du présent rapport.

3) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire, à la page 132 du Rapport annuel 2011.

- Le résultat opérationnel consolidé comprend les éléments significatifs suivants :
 - des coûts marginaux de 29 millions de dollars liés aux investissements dans les technologies de l'information (les « TI ») et la chaîne d'approvisionnement, y compris les charges suivantes :
 - 100 millions de dollars (78 millions de dollars en 2011) liés aux TI;
 - 70 millions de dollars (55 millions de dollars en 2011) liés aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles;
 - 3 millions de dollars (11 millions de dollars en 2011) au titre des autres projets liés à la chaîne d'approvisionnement;
 - une charge de 9 millions de dollars (15 millions de dollars en 2011) découlant de l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à livrer sur actions;
 - une charge de 8 millions de dollars (12 millions de dollars en 2011) liée à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario en un modèle d'exploitation moins coûteux et plus efficace, conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées au troisième trimestre de 2010;
 - un profit de néant (14 millions de dollars en 2011) lié à la vente d'une partie d'un bien immobilier situé à North Vancouver, en Colombie-Britannique.
- La diminution du bénéfice net de 14 millions de dollars par rapport à celui du troisième trimestre de 2011 est principalement attribuable à la baisse du résultat opérationnel et à la hausse des charges d'intérêts, partiellement contrebalancées par une réduction du taux d'impôt effectif de la société.
- Le bénéfice net de base par action ordinaire a subi l'incidence des éléments suivants :
 - une charge de 0,07 \$ liée aux investissements marginaux dans les TI et la chaîne d'approvisionnement;
 - une charge de 0,03 \$ (0,05 \$ en 2011) attribuable à l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à livrer sur actions;
 - une charge de 0,02 \$ (0,03 \$ en 2011) liée à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario, conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées en 2010;
 - un profit de néant (0,04 \$ en 2011) lié à la vente d'une partie d'un bien immobilier situé à North Vancouver, en Colombie-Britannique.
- Au troisième trimestre de 2012, la société a affecté 289 millions de dollars aux dépenses d'investissement.
- Après la clôture du troisième trimestre de 2012, la société a annoncé un plan de compression du personnel de son siège social et du personnel occupant des postes administratifs. Ce plan, qui vise principalement des postes de gestionnaires et d'employés de bureau, devrait toucher environ 700 postes. La société prévoit comptabiliser une charge estimative de 60 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 afin de tenir compte du coût prévu des compressions planifiées.

Les résultats consolidés trimestriels par secteur opérationnel à présenter sont les suivants :

Résultats opérationnels du secteur Vente au détail

Pour les périodes closes le 6 octobre 2012 et le 8 octobre 2011 (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2012				2011			
	(16 semaines)	(16 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)	(40 semaines)	(40 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Chiffre d'affaires	9 627 \$	9 563 \$	64 \$	0,7 %	23 671 \$	23 477 \$	194 \$	0,8 %
Marge brute	2 104	2 071	33	1,6 %	5 244	5 251	(7)	(0,1 %)
Résultat opérationnel	373	397	(24)	(6,0 %)	873	1 015	(142)	(14,0 %)
Augmentation (diminution) du chiffre d'affaires des magasins comparables	(0,2 %)	1,3 %			(0,2 %)	0,4 %		
Marge brute (en pourcentage)	21,9 %	21,7 %			22,2 %	22,4 %		
Marge opérationnelle ¹⁾	3,9 %	4,2 %			3,7 %	4,3 %		

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire, à la page 132 du Rapport annuel 2011.

- Pour le troisième trimestre de 2012, les facteurs suivants expliquent l'augmentation de 64 millions de dollars, ou 0,7 %, du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent :
 - le chiffre d'affaires des magasins comparables a diminué de 0,2 % (augmentation de 1,3 % en 2011);
 - le chiffre d'affaires tiré des produits alimentaires, des produits pharmaceutiques et des postes d'essence a connu une croissance modeste;
 - le chiffre d'affaires tiré des articles de marchandise générale, à l'exclusion des vêtements, a légèrement diminué;
 - les ventes de vêtements n'ont pas connu de croissance;
 - la société a enregistré une inflation interne moyenne trimestrielle modérée du prix des produits alimentaires au troisième trimestre de 2012 et une inflation moyenne trimestrielle modeste du prix des produits alimentaires au troisième trimestre de 2011, inflations qui ont été inférieures à l'inflation moyenne trimestrielle du prix des aliments de 1,8 % (4,9 % en 2011), calculée selon « l'indice des prix à la consommation pour des aliments achetés au magasin » (l'« IPC »). L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la composition spécifique de l'offre de produits vendus dans les magasins de Loblaw;
 - 19 magasins détenus par la société ou magasins franchisés ont ouvert leurs portes et huit les ont fermés au cours des douze derniers mois, soit une augmentation nette de 0,3 million de pieds carrés, ou 0,6 %.
- La marge brute a augmenté de 33 millions de dollars au troisième trimestre de 2012 comparativement à celle du troisième trimestre de 2011, et la marge brute exprimée en pourcentage s'est chiffrée à 21,9 %, en hausse par rapport aux 21,7 % enregistrés au troisième trimestre de 2011. Ces hausses sont principalement attribuables à de meilleures synergies au plan des achats et à une gestion rigoureuse des fournisseurs, ainsi qu'à la baisse des frais de transport, partiellement neutralisées par la hausse des coûts relatifs aux programmes d'établissement des prix promotionnels et par l'augmentation des pertes. L'augmentation de la charge liée aux pertes reflète un investissement marginal d'environ 5 millions de dollars dans l'offre de produits et de services à la clientèle de la société lié à l'amélioration de l'assortiment des produits dans les magasins, qui n'a pas été comblé par les activités.
- Le résultat opérationnel a diminué de 24 millions de dollars par rapport à celui du troisième trimestre de 2011 et la marge opérationnelle¹⁾ du troisième trimestre de 2012 s'est établie à 3,9 %, comparativement à 4,2 % pour la période correspondante de 2011. En plus d'être attribuables aux éléments significatifs mentionnés plus haut à la rubrique « Résultats opérationnels trimestriels consolidés », le résultat opérationnel et la marge opérationnelle¹⁾ ont subi l'incidence négative de la hausse du coût de la main-d'œuvre et des autres coûts opérationnels, en partie contrebalancée par la croissance de la marge brute et la hausse des profits de change. L'augmentation du coût de la main-d'œuvre au troisième trimestre de 2012 tient compte d'un investissement marginal d'environ 10 millions de dollars dans l'offre de produits et de services à la clientèle de la société lié à l'amélioration du service dans les magasins, qui n'a pas été comblé par les activités.

Résultats opérationnels du secteur Services financiers

Pour les périodes closes le 6 octobre 2012 et le 8 octobre 2011 (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2012 (16 semaines)	2011 (16 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)	2012 (40 semaines)	2011 (40 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Produits	200 \$	164 \$	36 \$	22,0 %	468 \$	400 \$	68 \$	17,0 %
Résultat opérationnel	32	24	8	33,3 %	61	54	7	13,0 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	19	10	9	90,0 %	27	17	10	58,8 %

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)

	Au 6 octobre 2012	Au 8 octobre 2011	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	2 055 \$	1 942 \$	113 \$	5,8 %
Créances sur cartes de crédit	2 073	1 911	162	8,5 %
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	39	33	6	18,2 %
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre ¹⁾	12,8 %	12,7 %		
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre ¹⁾	4,4 %	4,3 %		

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire, à la page 132 du Rapport annuel 2011.

- Les produits ont augmenté de 22,0 % au troisième trimestre de 2012 comparativement au troisième trimestre de 2011. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des produits de PC Télécom qui a découlé de l'inauguration des kiosques Boutique Mobile au quatrième trimestre de 2011 et à la croissance des produits d'intérêts et des commissions d'interchange attribuable à l'augmentation de la valeur des opérations sur cartes de crédit et des soldes de créances.
- Le résultat opérationnel a augmenté de 8 millions de dollars au troisième trimestre de 2012 comparativement au troisième trimestre de 2011. Cette hausse résulte de la croissance des produits dont il a été question précédemment, partiellement neutralisée par les investissements liés à l'inauguration des kiosques Boutique Mobile et les pertes sur cartes de crédit sur les soldes de créances plus élevés.
- Le bénéfice avant impôt sur le résultat a augmenté de 9 millions de dollars au troisième trimestre de 2012 comparativement au troisième trimestre de 2011. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation du résultat opérationnel.

Perspectives¹⁾

- La société met à jour ses perspectives pour l'exercice 2012. Pour l'exercice, la société prévoit ce qui suit :
 - Les dépenses d'investissement se chiffreront à environ 1,1 milliard de dollars, dont environ 40 % seront consacrés aux projets liés à l'infrastructure des TI et à la chaîne d'approvisionnement et environ 60 % seront affectés aux activités du secteur Vente au détail;
 - Les coûts engagés relativement à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées en 2010 avoisineront les 40 millions de dollars;
 - Les coûts marginaux liés aux investissements dans les TI et la chaîne d'approvisionnement s'établiront à environ 65 millions de dollars, en baisse par rapport au montant estimatif de 70 millions de dollars précédemment prévu pour l'exercice en entier;
 - L'investissement marginal dans son offre de produits et de services à la clientèle qui ne sera pas comblé par les activités devrait s'établir à 50 millions de dollars, en hausse par rapport à l'estimation précédente de 40 millions de dollars;
 - Le bénéfice net par action pour l'exercice en entier affiche une baisse par rapport à celui de 2011, et le bénéfice du quatrième trimestre de 2012, compte non tenu de la charge de restructuration de 60 millions de dollars dont il est fait mention précédemment, devrait avoisiner celui du quatrième trimestre de 2011.

1) Voir les énoncés prospectifs à la page 6 du présent rapport.

Rapport de gestion

Énoncés prospectifs	6
Indicateurs de performance financière clés	8
Résultats opérationnels consolidés	9
Secteurs opérationnels à présenter	11
Vente au détail	11
Services financiers	12
Situation financière	13
Situation de trésorerie et sources de financement	14
Flux de trésorerie	14
Sources de financement	16
Arrangements hors bilan	17
Résultats opérationnels trimestriels	17
Contrôle interne à l'égard de l'information financière	18
Risques d'entreprise et gestion des risques	19
Normes comptables appliquées en 2012	20
Normes comptables futures	20
Perspectives	21
Mesures financières non conformes aux PCGR	22
Informations supplémentaires	24

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion (le « rapport de gestion ») de Les Compagnies Loblaw limitée et de ses filiales (appelées collectivement la « société » ou « Loblaw ») doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du troisième trimestre de 2012 de la société et les notes y afférentes inclus dans le présent rapport trimestriel, ainsi qu'avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et le rapport de gestion annuel connexe inclus dans le Rapport annuel 2011 – Revue financière de la société (le « rapport annuel de 2011 »).

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du troisième trimestre de 2012 de la société et les notes y afférentes ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS » ou les « PCGR ») et la Norme comptable internationale (« International Accounting Standard » ou « IAS ») 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 »), publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de la société et ceux des autres entités que la société contrôle et sont présentés en dollars canadiens.

Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure à la page 132 du rapport annuel 2011 de la société. De plus, le présent rapport trimestriel comprend les termes suivants : « montant ajusté de la dette¹⁾ sur le BAIIA¹⁾ sur une base annuelle », défini comme étant le montant ajusté de la dette¹⁾, divisé par le BAIIA¹⁾ cumulé des quatre derniers trimestres, « rendement de l'actif net moyen sur une base annuelle¹⁾ », défini comme le résultat opérationnel cumulé des quatre derniers trimestres, divisé par l'actif net moyen¹⁾, et « rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires sur une base annuelle », défini comme le bénéfice net cumulé attribuable aux porteurs d'actions ordinaires pour les quatre derniers trimestres, divisé par le total des capitaux propres moyens attribuables aux porteurs d'actions ordinaires et « flux de trésorerie disponibles¹⁾ », défini comme étant les rentrées (sorties) nettes liées aux) activités opérationnelles ou tirés de celles-ci, à l'exclusion de la variation nette des créances sur cartes de crédit, diminués des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Sauf indication contraire, les renseignements figurant dans le rapport de gestion prennent en compte l'information à jour jusqu'au 13 novembre 2012.

Énoncés prospectifs

Le présent rapport trimestriel de la société renferme des énoncés prospectifs portant sur les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les résultats opérationnels, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives et les occasions d'affaires de la société. Ces énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « anticiper », « s'attendre à », « croire », « pouvoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et autres expressions semblables, conjugués au présent, au conditionnel ou au futur, lorsqu'ils se rapportent à la société et à sa direction. Dans le présent rapport trimestriel, les énoncés prospectifs comprennent les attentes suivantes que la société entretient pour l'exercice 2012 :

- Ses dépenses d'investissement se chiffreront à environ 1,1 milliard de dollars;
- Les coûts liés à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario, conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées en 2010, se chiffreront à environ 40 millions de dollars;
- Les coûts marginaux liés aux investissements dans les TI et la chaîne d'approvisionnement s'établiront à environ 65 millions de dollars;
- Les coûts marginaux de 50 millions de dollars liés à la bonification de son offre de produits et de services à la clientèle ne seront pas comblés par les activités;
- Le bénéfice net par action pour l'exercice en entier affiche une baisse par rapport à celui de 2011, et le bénéfice du quatrième trimestre de 2012, compte non tenu de la charge de restructuration de 60 millions de dollars dont il a été fait mention précédemment, devrait avoisiner celui du quatrième trimestre de 2011.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas des faits historiques, mais reflètent plutôt les attentes actuelles de la société quant aux résultats et aux événements futurs. Ils traduisent également les hypothèses actuelles de la direction quant aux risques et aux incertitudes dont il est question plus loin et leur incidence respective sur la société. De plus, les attentes de la société quant à son bénéfice net en 2012 reposent en partie sur les hypothèses selon lesquelles les taux d'impôt varieront entre 25 % et 26 %, la société réalisera son plan d'accroissement de la superficie nette de vente au détail en pieds carrés de 1 % et la société n'aura à faire face à aucun événement défavorable ou coût imprévu relativement aux investissements dans les TI ou la chaîne d'approvisionnement.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 22 du présent rapport.

Ces énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport trimestriel sont assujettis à divers risques et incertitudes en conséquence desquels les résultats ou les événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles, notamment :

- l'incapacité d'assurer la croissance de ses produits et de réaliser les économies et l'efficacité opérationnelle prévues résultant des initiatives importantes de la société, notamment ses investissements dans les systèmes de TI, le déploiement des systèmes de TI de la société, ou l'obtention de résultats imprévus associés à la mise en œuvre de ces initiatives;
- l'incapacité de l'infrastructure de TI de la société à soutenir les besoins de celle-ci;
- une intensification de la concurrence exercée par les concurrents actuels ou les nouveaux venus sur le marché;
- l'incapacité de la société à réaliser les économies et les efficacités prévues, notamment celles liées à la restructuration;
- l'évolution de la conjoncture économique, notamment des taux d'inflation ou de déflation, ainsi que les variations des taux d'intérêt, des cours de change et des cours des dérivés et des marchandises;
- les événements touchant la santé publique, notamment ceux liés à la sécurité des aliments;
- l'incapacité d'obtenir les résultats souhaités au cours des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives, ce qui pourrait entraîner des arrêts de travail;
- l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les pertes;
- l'incapacité de la société de tenir des registres appropriés à l'appui de sa conformité aux règles, aux règlements et aux politiques comptables, fiscales ou juridiques;
- l'incapacité des magasins franchisés de la société d'afficher la performance attendue;
- la dépendance envers certains prestataires de services indépendants, notamment ceux fournissant des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux gammes de vêtements de la société, de même que leur fidélisation;
- les questions d'approvisionnement et de contrôle de la qualité des fournisseurs;
- la modification des lois et des règlements s'appliquant à la société et à ses activités, ou l'incapacité de les respecter, y compris les changements apportés à la réglementation concernant le prix des médicaments génériques sur ordonnance, la réduction des remboursements accordés en vertu des régimes d'assurance-médicaments publics et la diminution des indemnités professionnelles pharmaceutiques versées par les fabricants de médicaments;
- les changements dans les passifs d'impôt de la société, notamment l'impôt sur le résultat, ainsi que dans les passifs liés à la réglementation et aux taxes à la consommation, y compris les changements découlant des modifications des lois fiscales, des règlements sur les impôts ou des cotisations futures;
- toute cotisation que la société pourrait être tenue de verser à ses régimes de retraite agréés à prestations définies par capitalisation ou à ses régimes de retraite multi-employeurs auxquels elle cotise en sus des cotisations qu'elle envisage de verser à l'heure actuelle;
- le risque que la société subisse une perte financière si ses contreparties ne s'acquittaient pas de leurs obligations prévues aux termes des contrats conclus avec celles-ci;
- l'incapacité de la société à recouvrer ses créances sur cartes de crédit.

Cette liste des facteurs qui pourraient toucher les énoncés prospectifs de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ignore actuellement ou qu'elle juge présentement sans importance pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont précisés dans les énoncés prospectifs. Ces autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris à la rubrique « Risques d'entreprise et gestion des risques » du présent rapport de gestion. Les lecteurs sont donc invités à ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, qui traduisent les attentes de la société uniquement à la date du présent rapport de gestion. La société n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les présents énoncés prospectifs que ce soit à la lumière de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, sauf dans la mesure où la loi l'exige.

Indicateurs de performance financière clés

La société s'est donné des indicateurs de performance financière clés pour mesurer l'atteinte de ses objectifs à court terme et à long terme. Le tableau qui suit dresse une liste de certains indicateurs de performance financière clés :

Au 6 octobre 2012 et au 8 octobre 2011 et pour les périodes closes à ces dates (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2012 (16 semaines)	2011 (16 semaines)
Chiffres consolidés		
Croissance des produits	1,0 %	2,0 %
Résultat opérationnel	405	421
Marge opérationnelle ¹⁾	4,1 %	4,3 %
BAIIA ²⁾	646	639
Marge du BAIIA ²⁾	6,6 %	6,6 %
Bénéfice net	222	236
Bénéfice net de base par action ordinaire ¹⁾ (en dollars)	0,79	0,84
Fonds de roulement ²⁾	1 748	1 976
Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie	1 828	1 991
Rentrées nettes liées aux activités opérationnelles	490	694
Montant ajusté de la dette ²⁾	4 820	4 741
Montant ajusté de la dette ²⁾ sur le BAIIA ²⁾ sur une base annuelle	2,4x	2,3x
Montant ajusté de la dette ²⁾ sur les capitaux propres ²⁾	0,7:1	0,8:1
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	216	307
Couverture des intérêts ²⁾	4,1x	4,4x
Rendement de l'actif net moyen ²⁾ sur une base annuelle	10,5 %	12,2 %
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires sur une base annuelle	11,1 %	13,4 %
Secteur Vente au détail		
Augmentation (diminution) du chiffre d'affaires des magasins comparables	(0,2 %)	1,3 %
Marge brute	2 104 \$	2 071 \$
Marge brute (en pourcentage)	21,9 %	21,7 %
Marge opérationnelle ¹⁾	3,9 %	4,2 %
Secteur Services financiers		
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre ¹⁾	12,8 %	12,7 %
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre ¹⁾	4,4 %	4,3 %

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire, à la page 132 du Rapport annuel 2011.

2) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 22 du présent rapport.

Résultats opérationnels consolidés

Pour les périodes closes le 6 octobre 2012
et le 8 octobre 2011 (non audité)

(en millions de dollars canadiens,
sauf indication contraire)

	2012 (16 semaines)	2011 (16 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)	2012 (40 semaines)	2011 (40 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Produits	9 827 \$	9 727 \$	100 \$	1,0 %	24 139 \$	23 877 \$	262 \$	1,1 %
Résultat opérationnel	405	421	(16)	(3,8 %)	934	1 069	(135)	(12,6 %)
Bénéfice net	222	236	(14)	(5,9 %)	507	595	(88)	(14,8 %)
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,79	0,84	(0,05)	(6,0 %)	1,80	2,11	(0,31)	(14,7 %)
Marge opérationnelle ¹⁾	4,1 %	4,3 %			3,9 %	4,5 %		
BAIIA ²⁾	646 \$	639 \$	7 \$	1,1 %	1 524 \$	1 598 \$	(74) \$	(4,6 %)
Marge du BAIIA ²⁾	6,6 %	6,6 %			6,3 %	6,7 %		

Produits L'augmentation de 100 millions de dollars des produits par rapport à ceux du troisième trimestre de 2011 et l'augmentation de 262 millions de dollars des produits enregistrée pour les trois premiers trimestres de l'exercice comparativement à la période correspondante de 2011 sont essentiellement attribuables aux hausses enregistrées dans les secteurs opérationnels Vente au détail et Services financiers de la société, tel qu'il est décrit ci-après.

Résultat opérationnel Le résultat opérationnel a diminué de 16 millions de dollars comparativement au troisième trimestre de 2011. Le résultat opérationnel pour l'exercice à ce jour a diminué de 135 millions de dollars comparativement à la période correspondante de 2011. Le résultat opérationnel du secteur Vente au détail a diminué de 24 millions de dollars au troisième trimestre de 2012 et de 142 millions de dollars pour l'exercice à ce jour comparativement aux périodes correspondantes de 2011. Le résultat opérationnel du secteur Services financiers a augmenté de 8 millions de dollars au troisième trimestre de 2012 comparativement au troisième trimestre de 2011 et a augmenté de 7 millions de dollars pour l'exercice à ce jour comparativement à la période correspondante de 2011. La marge opérationnelle¹⁾ s'est établie à 4,1 % au troisième trimestre de 2012, comparativement à 4,3 % pour le trimestre correspondant de 2011 et à 3,9 % pour l'exercice à ce jour, comparativement à 4,5 % pour la période correspondante de 2011.

Pour l'exercice 2012 en entier, la société s'attend maintenant à ce qu'une tranche de 50 millions de dollars de l'investissement marginal dans son offre de produits et de services à la clientèle, ce qui représente une hausse de 10 millions de dollars par rapport à ce qui avait été annoncé précédemment, ne soit pas comblée par ses activités. De ce montant, 15 millions de dollars ont été engagés au troisième trimestre de 2012, dont 10 millions de dollars étaient liés au coût de la main-d'œuvre et 5 millions de dollars, aux pertes. Pour l'exercice à ce jour, ce montant s'élève à 40 millions de dollars, dont une tranche 20 millions de dollars était liée aux prix, une autre de 5 millions de dollars était liée aux pertes, montants qui ont tous deux été reflétés dans la marge brute, et enfin, une dernière tranche de 15 millions de dollars était liée au coût de la main-d'œuvre.

Le résultat opérationnel consolidé comprend les éléments significatifs suivants :

- des coûts marginaux de 29 millions de dollars pour le troisième trimestre et de 44 millions de dollars pour l'exercice à ce jour liés aux investissements dans les TI et la chaîne d'approvisionnement, y compris les charges suivantes :
 - 100 millions de dollars pour le troisième trimestre (78 millions de dollars en 2011) et 237 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (199 millions de dollars en 2011) liés aux TI;
 - 70 millions de dollars pour le troisième trimestre (55 millions de dollars en 2011) et 168 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (129 millions de dollars en 2011) liés aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles;
 - néant pour le troisième trimestre (néant en 2011) et 9 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (23 millions de dollars en 2011) liés à des changements apportés au réseau de distribution;
 - 3 millions de dollars pour le troisième trimestre (11 millions de dollars en 2011) et 8 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (27 millions de dollars en 2011) au titre des autres projets liés à la chaîne d'approvisionnement;

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire, à la page 132 du Rapport annuel 2011.

2) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 22 du présent rapport.

Rapport de gestion

- une charge de 9 millions de dollars pour le troisième trimestre (15 millions de dollars en 2011) et de 26 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (23 millions de dollars en 2011) au titre de l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à livrer sur actions;
- une charge de 8 millions de dollars pour le troisième trimestre (12 millions de dollars en 2011) et de 33 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (12 millions de dollars en 2011) liée à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario en un modèle d'exploitation moins coûteux et plus efficace, conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées au troisième trimestre de 2010;
- un profit de néant pour le troisième trimestre et pour l'exercice à ce jour (14 millions de dollars en 2011) lié à la vente d'une partie d'un bien immobilier situé à North Vancouver, en Colombie-Britannique;
- une charge de néant pour l'exercice à ce jour (15 millions de dollars en 2011) liée à certaines questions fiscales datant d'exercices précédents;
- une charge de néant pour l'exercice à ce jour (8 millions de dollars en 2011) liée à un remaniement interne du secteur Vente au détail en fonction d'une structure axée sur deux divisions, à savoir Conventionnel et Escompte.

Charges d'intérêts nettes et autres charges financières Au troisième trimestre de 2012, le montant comptabilisé au titre des charges d'intérêts nettes et autres charges financières s'établi à 100 millions de dollars, en hausse de 5 millions de dollars, ou 5,3 %, par rapport au montant comptabilisé au troisième trimestre de 2011, ce qui s'explique essentiellement par des swaps de taux d'intérêt avantageux qui sont arrivés à échéance au troisième trimestre de 2011. Pour l'exercice à ce jour, le montant comptabilisé au titre des charges d'intérêts nettes et autres charges financières a augmenté de 5 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2011 pour s'établir à 251 millions de dollars, en raison principalement d'une hausse des charges d'intérêts au titre des contrats de location-financement d'un exercice à l'autre et de l'échéance de swaps de taux d'intérêt au troisième trimestre de 2011. Ces facteurs ont toutefois été partiellement contrebalancés par l'incidence des remboursements nets des créances sur cartes de crédit effectués en 2011.

Impôt sur le résultat La charge d'impôt sur le résultat s'est chiffrée à 83 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2012 (90 millions de dollars en 2011) et à 176 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (228 millions de dollars en 2011). Le taux d'impôt effectif s'est établi à 27,2 % pour le troisième trimestre de 2012 (27,6 % en 2011) et à 25,8 % pour l'exercice à ce jour (27,7 % en 2011). Ces diminutions s'expliquent essentiellement par d'autres réductions des taux d'impôt prévus par la loi du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'Ontario et par le recouvrement au titre de la réévaluation des actifs d'impôt différé comptabilisés lors de l'adoption du taux d'impôt des sociétés révisé de l'Ontario, éléments qui ont été en partie compensés par une augmentation des montants non déductibles. Pour l'exercice à ce jour, le taux d'impôt effectif a également subi l'incidence d'une diminution de la charge d'impôt sur le résultat liée à certaines questions fiscales datant d'exercices précédents.

Bénéfice net Le bénéfice net inscrit pour le troisième trimestre de 2012 a diminué de 14 millions de dollars, ou 5,9 %, par rapport à celui du troisième trimestre de 2011, et le bénéfice net inscrit pour l'exercice à ce jour a diminué de 88 millions de dollars, ou 14,8 %, comparativement à celui de la période correspondante de 2011. Le bénéfice net de base par action ordinaire a reculé de 6,0 % au troisième trimestre pour s'établir à 0,79 \$, comparativement à 0,84 \$ au troisième trimestre de 2011, et il a reculé de 14,7 % pour l'exercice à ce jour pour se chiffrer à 1,80 \$, comparativement à 2,11 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le bénéfice net de base par action ordinaire a subi l'incidence des éléments significatifs suivants au troisième trimestre de 2012 et pour l'exercice à ce jour :

- une charge de 0,07 \$ au troisième trimestre et de 0,11 \$ pour l'exercice à ce jour relative aux coûts marginaux liés aux investissements marginaux dans les TI et la chaîne d'approvisionnement;
- une charge de 0,03 \$ pour le troisième trimestre (0,05 \$ en 2011) et de 0,09 \$ pour l'exercice à ce jour (0,07 \$ en 2011) au titre de l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à livrer sur actions;
- une charge de 0,02 \$ pour le troisième trimestre (0,03 \$ en 2011) et de 0,08 \$ pour l'exercice à ce jour (0,03 \$ en 2011) liée à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario en un modèle d'exploitation moins coûteux et plus efficace, conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées au troisième trimestre de 2010;
- un profit de néant pour le troisième trimestre et pour l'exercice à ce jour (0,04 \$ en 2011) lié à la vente d'une partie d'un bien immobilier situé à North Vancouver, en Colombie-Britannique;
- une charge de néant pour l'exercice à ce jour (0,04 \$ en 2011) liée à certaines questions fiscales datant d'exercices précédents;
- une charge de néant pour l'exercice à ce jour (0,02 \$ en 2011) liée au remaniement interne du secteur Vente au détail.

Après la clôture du troisième trimestre de 2012, la société a annoncé un plan de compression du personnel de son siège social et du personnel occupant des postes administratifs. Ce plan, qui vise principalement des postes de gestionnaires et d'employés de bureau, devrait toucher environ 700 postes. La société prévoit comptabiliser une charge estimative de 60 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 afin de tenir compte du coût prévu des compressions planifiées.

Secteurs opérationnels à présenter

Vente au détail

Pour les périodes closes le 6 octobre 2012
et le 8 octobre 2011 (non audité)

(en millions de dollars canadiens,
sauf indication contraire)

	2012 (16 semaines)	2011 (16 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)	2012 (40 semaines)	2011 (40 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Chiffre d'affaires	9 627 \$	9 563 \$	64 \$	0,7 %	23 671 \$	23 477 \$	194 \$	0,8 %
Marge brute	2 104	2 071	33	1,6 %	5 244	5 251	(7)	(0,1 %)
Résultat opérationnel	373	397	(24)	(6,0 %)	873	1 015	(142)	(14,0 %)
Augmentation (diminution) du chiffre d'affaires des magasins comparables	(0,2 %)	1,3 %			(0,2 %)	0,4 %		
Marge brute (en pourcentage)	21,9 %	21,7 %			22,2 %	22,4 %		
Marge opérationnelle ¹⁾	3,9 %	4,2 %			3,7 %	4,3 %		

Chiffre d'affaires Pour le troisième trimestre de 2012, les facteurs suivants expliquent l'augmentation de 64 millions de dollars, ou 0,7 %, du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent:

- le chiffre d'affaires des magasins comparables a diminué de 0,2 % (augmentation de 1,3 % en 2011);
- le chiffre d'affaires tiré des produits alimentaires, des produits pharmaceutiques et des postes d'essence a connu une croissance modeste;
- le chiffre d'affaires tiré des articles de marchandise générale, à l'exclusion des vêtements, a légèrement diminué;
- les ventes de vêtements n'ont pas connu de croissance;
- la société a enregistré une inflation interne moyenne trimestrielle modeste du prix des produits alimentaires au troisième trimestre de 2012 et une inflation moyenne trimestrielle modérée du prix des produits alimentaires au troisième trimestre de 2011, inflations qui ont été inférieures à l'inflation moyenne trimestrielle du prix des aliments de 1,8 % (4,9 % en 2011), calculée selon « l'indice des prix à la consommation pour des aliments achetés au magasin » (l'« IPC »). L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la composition spécifique de l'offre de produits vendus dans les magasins de Loblaw;
- 19 magasins détenus par la société ou magasins franchisés ont ouvert leurs portes et huit les ont fermées au cours des douze derniers mois, soit une augmentation nette de 0,3 million de pieds carrés, ou 0,6 %.

Pour l'exercice à ce jour, le chiffre d'affaires a connu une croissance de 194 millions de dollars, ou 0,8 %, comparativement à celui de la période correspondante de 2011, ce qui s'explique principalement par les facteurs dont il a été fait mention précédemment. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a connu une baisse de 0,2 % pour l'exercice à ce jour (hausse de 0,4 % en 2011).

Marge brute La marge brute a progressé de 33 millions de dollars au troisième trimestre de 2012 comparativement à celle du troisième trimestre de 2011, et la marge brute exprimée en pourcentage s'est chiffrée à 21,9 %, en hausse par rapport à celle de 21,7 % enregistrée au troisième trimestre de 2011. Ces hausses sont principalement attribuables à de meilleures synergies au plan des achats, à la gestion rigoureuse des fournisseurs et à la baisse des frais de transport, partiellement neutralisées par la hausse des coûts relatifs aux programmes d'établissement de prix promotionnels et par l'augmentation des pertes. L'augmentation de la charge liée aux pertes reflète un investissement marginal d'environ 5 millions de dollars dans l'offre de produits et de services à la clientèle de la société lié à l'amélioration de l'assortiment des produits dans les magasins, qui n'a pas été comblé par les activités.

La marge brute a reculé de 7 millions de dollars pour l'exercice à ce jour et la marge brute exprimée en pourcentage s'est chiffrée à 22,2 %, comparativement à 22,4 % pour la période correspondante de 2011. Ces diminutions sont principalement attribuables à l'augmentation du coût des intrants, qui a été plus importante que l'inflation interne du prix de détail des produits alimentaires, et à la hausse des frais de transport, partiellement contrebalancées par le meilleur rendement des magasins franchisés de la société. Pour l'exercice à ce jour, la marge brute comprend un investissement marginal d'environ 25 millions de dollars dans l'offre de produits et de services à la clientèle de la société qui n'a pas été comblé par les activités. De ce montant, une tranche de 20 millions de dollars se rapporte à la hausse du coût des intrants, qui n'a pas été transférée aux clients, et une tranche de 5 millions de dollars se rapporte à des pertes liées à l'amélioration de l'assortiment des produits dans les magasins.

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire, à la page 132 du Rapport annuel 2011.

Résultat opérationnel Le résultat opérationnel a diminué de 24 millions de dollars par rapport à celui du troisième trimestre de 2011 et la marge opérationnelle¹⁾ du troisième trimestre de 2012 s'est établie à 3,9 %, comparativement à 4,2 % pour la période correspondante de 2011. En plus d'être attribuables aux éléments significatifs mentionnés précédemment à la rubrique « Résultats opérationnels trimestriels consolidés », le résultat opérationnel et la marge opérationnelle¹⁾ ont subi l'incidence négative de la hausse du coût de la main-d'œuvre et des autres coûts opérationnels, facteurs qui ont toutefois été partiellement compensés par la hausse des profits de change et de la marge brute. Au troisième trimestre de 2012, la hausse du coût de la main-d'œuvre comprenait un investissement marginal d'environ 10 millions de dollars dans l'offre de produits et de services à la clientèle de la société lié à l'amélioration du service dans les magasins qui n'a pas été comblé par les activités.

Le résultat opérationnel a diminué de 142 millions de dollars pour l'exercice à ce jour comparativement à la période correspondante de 2011 et la marge opérationnelle¹⁾ s'est établie à 3,7 %, comparativement à 4,3 % pour la période correspondante de 2011. En plus d'être attribuables aux éléments significatifs mentionnés précédemment à la rubrique « Résultats opérationnels trimestriels consolidés », le résultat opérationnel et la marge opérationnelle¹⁾ ont subi l'incidence négative de la hausse du coût de la main-d'œuvre et des autres coûts opérationnels ainsi que du déclin de la marge brute, facteurs qui ont toutefois été partiellement compensés par la hausse des profits de change. L'augmentation du coût de la main-d'œuvre pour l'exercice à ce jour tient compte d'un investissement marginal d'environ 15 millions de dollars dans l'offre de produits et de services à la clientèle lié à l'amélioration du service dans les magasins, qui n'a pas été comblé par les activités de la société.

Services financiers

Pour les périodes closes le 6 octobre 2012 et le 8 octobre 2011 (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2012 (16 semaines)	2011 (16 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)	2012 (40 semaines)	2011 (40 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Produits	200 \$	164 \$	36 \$	22,0 %	468 \$	400 \$	68 \$	17,0 %
Résultat opérationnel	32	24	8	33,3 %	61	54	7	13,0 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	19	10	9	90,0 %	27	17	10	58,8 %

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)

	Au 6 octobre 2012	Au 8 octobre 2011	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	2 055 \$	1 942 \$	113 \$	5,8 %
Créances sur cartes de crédit	2 073	1 911	162	8,5 %
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	39	33	6	18,2 %
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre ¹⁾	12,8 %	12,7 %		
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre ¹⁾	4,4 %	4,3 %		

Produits Les produits ont augmenté de 36 millions de dollars, ou 22,0 %, au troisième trimestre de 2012 comparativement au troisième trimestre de 2011 et se sont accrus de 68 millions de dollars, ou 17,0 %, pour l'exercice à ce jour comparativement à la période correspondante de 2011. Ces hausses sont principalement attribuables à l'augmentation des produits de PC Télécom qui a découlé de l'inauguration des kiosques Boutique Mobile au quatrième trimestre de 2011 et à la croissance des produits d'intérêts et des commissions d'interchange liée à l'augmentation de la valeur des opérations sur cartes de crédit et des soldes de créances.

Résultat opérationnel Le résultat opérationnel a augmenté de 8 millions de dollars, ou 33,3 %, au troisième trimestre de 2012 comparativement au troisième trimestre de 2011 et de 7 millions de dollars, ou 13,0 %, pour l'exercice à ce jour comparativement à la période correspondante de 2011. Ces augmentations sont essentiellement attribuables à la croissance des produits dont il a été fait mention précédemment, partiellement contrebalancée par les investissements liés à l'inauguration des kiosques Boutique Mobile et par les pertes sur cartes de crédit sur les soldes de créances plus élevés. L'augmentation de l'exercice à ce jour a également subi l'incidence négative de la hausse des coûts du programme de fidélisation des points PC.

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire, à la page 132 du Rapport annuel 2011.

Bénéfice avant impôt sur le résultat Le bénéfice avant impôt sur le résultat a augmenté de 9 millions de dollars au troisième trimestre de 2012 comparativement au troisième trimestre de 2011, en raison principalement de la hausse du résultat opérationnel, dont il est fait mention précédemment. Le bénéfice avant impôt sur le résultat pour l'exercice à ce jour a augmenté de 10 millions de dollars, ou 58,8 %, par rapport à celui inscrit pour la période correspondante de 2011, ce qui s'explique par la hausse du résultat opérationnel dont il a été question précédemment et par la baisse des charges d'intérêts nettes et autres charges financières attribuable à la diminution des coûts de titrisation.

Situation financière

Fonds de roulement¹⁾ Au 6 octobre 2012, le fonds de roulement¹⁾ se chiffrait à 1 748 millions de dollars, en comparaison de 1 976 millions de dollars au 8 octobre 2011, soit une baisse de 228 millions de dollars d'un exercice à l'autre. La diminution est essentiellement attribuable aux investissements faits par la société dans des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, de même qu'au versement de dividendes et d'intérêts et aux remboursements sur la dette à long terme effectués au cours des 12 derniers mois.

Flux de trésorerie disponibles²⁾ Les flux de trésorerie disponibles²⁾ se sont établis à 216 millions de dollars au troisième trimestre de 2012, comparativement à 307 millions de dollars au troisième trimestre de 2011, en baisse de 91 millions de dollars. Cette baisse s'explique principalement par une variation du fonds de roulement hors trésorerie en partie contrebalancée par une diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles. Les flux de trésorerie disponibles²⁾ pour l'exercice 2012 à ce jour se sont établis à 348 millions de dollars, en baisse de 120 millions de dollars par rapport aux 468 millions de dollars inscrits pour la période correspondante de 2011. Cette diminution résulte essentiellement du recul du BAIIA²⁾ et de la variation des besoins en fonds de roulement hors trésorerie.

Montant ajusté de la dette²⁾ Au 6 octobre 2012, le montant ajusté de la dette²⁾ s'établissait à 4 820 millions de dollars, contre 4 741 millions de dollars au 8 octobre 2011 et 4 765 millions de dollars au 31 décembre 2011. Ces hausses s'expliquent essentiellement par les prélèvements supplémentaires effectués par les fiducies de financement indépendantes et par les nouvelles obligations contractées au titre de contrats de location-financement.

Dividendes Après la clôture du troisième trimestre, la société a modifié sa politique en matière de dividende qui stipule maintenant que la déclaration, le paiement et le montant des dividendes sur les actions ordinaires de la société sont laissés à la discrétion du Conseil d'administration (le « Conseil »), lequel tient compte des résultats financiers de la société, de ses exigences en matière de capital, de ses flux de trésorerie disponibles et des perspectives quant à ses activités et, à l'occasion, d'autres facteurs qu'il juge pertinents. À long terme, la société a l'intention d'augmenter le montant des dividendes tout en conservant suffisamment de flux de trésorerie disponibles pour financer sa croissance future. Le Conseil a déclaré un dividende de 0,21 \$ par action ordinaire pour le troisième trimestre de 2012 (0,21 \$ en 2011), payable le 1^{er} octobre 2012, ainsi que des dividendes de 0,63 \$ par action ordinaire pour l'exercice à ce jour (0,63 \$ en 2011). De plus, il a déclaré un dividende de 0,37 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série A (0,37 \$ en 2011), payable le 31 octobre 2012, et un dividende de 1,12 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série A pour l'exercice à ce jour (1,12 \$ en 2011). Aux fins de la présentation des états financiers, les dividendes de 4 millions de dollars sur les actions privilégiées de deuxième rang, série A (4 millions de dollars en 2011) et de 11 millions de dollars (11 millions de dollars en 2011), respectivement, pour les périodes de 16 semaines et de 40 semaines closes le 6 octobre 2012 et le 8 octobre 2011 sont inclus dans le poste « Charges d'intérêts nettes et autres charges financières » du compte consolidé résumé de résultat. Lorsqu'elle déclare un dividende, la société fait état sur son site Web (loblaw.ca) de la désignation des dividendes admissibles et non admissibles conformément à la position administrative de l'Agence du revenu du Canada. Après la clôture du troisième trimestre de 2012, le Conseil a augmenté d'environ 4,8 % le dividende trimestriel pour le porter à 0,22 \$ par action ordinaire, payable le 30 décembre 2012, et a déclaré un dividende trimestriel de 0,37 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série A, payable le 31 janvier 2013.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités La société a racheté, aux fins d'annulation, 65 731 actions ordinaires au cours du troisième trimestre de 2012 (526 267 en 2011) et 177 477 actions ordinaires depuis le début de l'exercice (606 267 en 2011), ce qui a donné lieu à la comptabilisation, dans les résultats non distribués, d'une charge de 2 millions de dollars pour le trimestre (19 millions de dollars en 2011) et de 5 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (19 millions de dollars en 2011) au titre de la prime sur les actions ordinaires, ainsi qu'à une réduction du capital social ordinaire d'un montant négligeable pour le trimestre (montant négligeable en 2011) et de 1 million de dollars pour l'exercice à ce jour (3 millions de dollars en 2011). Au cours du deuxième trimestre de 2012, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à la Bourse de Toronto (la « TSX »), d'au plus 14 070 352 de ses actions ordinaires (14 096 437 en 2011), ou la conclusion de dérivés sur actions à cette fin, représentant environ 5 % des actions ordinaires en circulation. Conformément aux statuts et règlements de la TSX, la société peut racheter ses actions à un prix égal à leur cours à la date de l'acquisition.

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire, à la page 132 du Rapport annuel 2011.

2) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 22 du présent rapport.

Régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés – Modification À l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires de la société qui a eu lieu le 3 mai 2012, les actionnaires ont approuvé une modification au Régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés qui s'est traduite par l'augmentation du nombre total d'actions ordinaires autorisées pouvant être émises aux termes du Régime d'options d'achat d'actions de 14 428 484 à 28 137 162. Cette modification a donné lieu à une augmentation du nombre d'actions ordinaires autorisées de la société pouvant être émises aux termes du Régime d'options d'achat d'actions de 5 % à 10 % du nombre total d'actions ordinaires émises et en circulation.

Swaps entre monnaies Au 6 octobre 2012, Glenhuron Bank Limited (« Glenhuron ») détenait des swaps entre monnaies visant l'échange de dollars américains contre 1 200 millions de dollars canadiens (1 247 millions de dollars au 8 octobre 2011; 1 252 millions de dollars au 31 décembre 2011) et venant à échéance d'ici 2019. Un profit lié à la juste valeur de 50 millions de dollars au troisième trimestre de 2012 (perte de 72 millions de dollars en 2011) et un profit de 50 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (perte de 50 millions de dollars en 2011) ont été comptabilisés dans le résultat opérationnel en lien avec ces swaps entre monnaies. De plus, la société a comptabilisé dans le résultat opérationnel une perte de change de 47 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2012 (profit de change de 65 millions de dollars en 2011) et une perte de 47 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (profit de 45 millions de dollars en 2011) se rapportant à un montant de 1 112 millions de dollars américains (1 088 millions de dollars au 8 octobre 2011; 1 073 millions de dollars au 31 décembre 2011) de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, de placements à court terme et de dépôts de garantie détenus principalement par Glenhuron.

En 2008, la société a eu recours à des swaps entre monnaies à taux fixe visant l'échange de 148 millions de dollars canadiens contre 150 millions de dollars américains et venant à échéance au deuxième trimestre de 2013, ainsi qu'à des swaps entre monnaies à taux fixe visant l'échange de 148 millions de dollars canadiens contre 150 millions de dollars américains et venant à échéance en 2015. La société a comptabilisé une perte latente liée à la juste valeur de 14 millions de dollars au troisième trimestre de 2012 (profit de 15 millions de dollars en 2011) et une perte de 12 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (profit de 9 millions de dollars en 2011) relativement à ces swaps entre monnaies. De plus, la société a comptabilisé dans le résultat opérationnel un profit de change latent de 12 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2012 (perte de 18 millions de dollars en 2011) et un profit de 12 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (perte de 12 millions de dollars en 2011) se rapportant aux billets à taux fixe émis dans le cadre du placement privé de 300 millions de dollars.

Swaps de taux d'intérêt La société conserve un montant notionnel de 150 millions de dollars (150 millions de dollars au 8 octobre 2011; 150 millions de dollars au 31 décembre 2011) dans des swaps de taux d'intérêt venant à échéance d'ici le troisième trimestre de 2013, sur lesquels elle paie un taux fixe de 8,38 %. Pour le troisième trimestre de 2012, la société a comptabilisé dans le résultat opérationnel un profit lié à la juste valeur de 2 millions de dollars relativement à ces swaps (perte négligeable en 2011) et profit de 5 millions de dollars (2 millions de dollars en 2011) pour l'exercice à ce jour.

Contrats à livrer sur actions Au 6 octobre 2012, Glenhuron détenait des contrats à livrer sur actions cumulés visant l'achat de 1,1 million d'actions ordinaires de la société (1,5 million au 8 octobre 2011; 1,1 million au 31 décembre 2011) à un prix à terme moyen de 56,41 \$ (56,22 \$ au 8 octobre 2011; 56,38 \$ au 31 décembre 2011), y compris des produits d'intérêts de 0,02 \$ par action ordinaire (néant au 8 octobre 2011; 0,05 \$ au 31 décembre 2011). Les contrats viennent à échéance au premier trimestre de 2013. Au 6 octobre 2012, le cumul des intérêts et de la perte latente liée au marché de 25 millions de dollars (29 millions de dollars au 8 octobre 2011; 20 millions de dollars au 31 décembre 2011) a été comptabilisé dans les fournisseurs et autres passifs. Un profit lié à la juste valeur de 2 millions de dollars au troisième trimestre de 2012 (perte de 2 millions de dollars en 2011) et une perte de 4 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (perte de 4 millions de dollars en 2011) a été comptabilisé dans le résultat opérationnel en lien avec ces contrats à livrer sur actions.

Situation de trésorerie et sources de financement

Flux de trésorerie

Principaux éléments des rentrées et des sorties nettes

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	2012 (16 semaines)	2011 (16 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)	2012 (40 semaines)	2011 (40 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Rentrées (sorties) nettes liées aux :								
Activités opérationnelles	490 \$	694 \$	(204) \$	(29,4 %)	1 032 \$	1 194 \$	(162) \$	(13,6 %)
Activités d'investissement	(435)	(363)	(72)	(19,8 %)	(766)	(442)	(324)	(73,3 %)
Activités de financement	(223)	(125)	(98)	(78,4 %)	(477)	(627)	150	23,9 %

Rentrées nettes liées aux activités opérationnelles Les rentrées nettes liées aux activités opérationnelles, qui se sont établies à 490 millions de dollars au troisième trimestre de 2012, tiennent compte d'un BAIIA¹⁾ de 646 millions de dollars et ont été principalement contrebalancées par une augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 84 millions de dollars et des impôts sur le résultat payés de 63 millions de dollars. La hausse des éléments hors trésorerie du fonds de roulement est principalement attribuable à une augmentation des créances et des stocks et à une diminution des fournisseurs et autres passifs.

La diminution des rentrées nettes liées aux activités opérationnelles de 204 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de 2011 découle essentiellement d'une hausse des créances sur cartes de crédit et du fonds de roulement hors trésorerie au troisième trimestre de 2012, en comparaison d'une baisse au troisième trimestre de 2011. La diminution des rentrées nettes liées aux activités opérationnelles de 162 millions de dollars pour l'exercice à ce jour est principalement attribuable au recul du BAIIA¹⁾ et aux variations du fonds de roulement hors trésorerie et des créances sur cartes de crédit.

Sorties nettes liées aux activités d'investissement Les sorties nettes liées aux activités d'investissement se sont établies à 435 millions de dollars au troisième trimestre de 2012, en hausse de 72 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de 2011, en raison principalement de l'augmentation des acquisitions de placements à court terme et de la baisse du produit tiré de la vente d'immobilisations corporelles, partiellement contrebalancées par la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Pour l'exercice à ce jour, les sorties nettes liées aux activités d'investissement se sont chiffrées à 766 millions de dollars, comparativement à 442 millions de dollars pour la période correspondante de 2011. La hausse de 324 millions de dollars est principalement attribuable à la baisse des dépôts de garantie enregistrée en 2011 par suite du remboursement des billets d'*Eagle Credit Card Trust* (« *Eagle* »), à l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, ce qui comprend l'achat des dossiers d'ordonnances de 106 magasins Zellers Inc. pour une contrepartie de 32 millions de dollars, et à la diminution du produit tiré de la vente d'immobilisations corporelles.

Dépenses d'investissement et activités relatives aux magasins

Au 6 octobre 2012 et au 8 octobre 2011 et pour les périodes closes à ces dates (non audité)	2012 (40 semaines)	2011 (40 semaines)	Variation (en pourcentage)
Dépenses d'investissement (en millions de dollars canadiens)	656 \$	640 \$	2,5 %
Superficie des magasins détenus par la société (en millions de pieds carrés)	37,4	37,4	–
Superficie des magasins franchisés (en millions de pieds carrés)	13,8	13,5	2,2 %
Superficie de vente au détail (en millions de pieds carrés)	51,2	50,9	0,6 %
Nombre de magasins détenus par la société	579	579	–
Nombre de magasins franchisés	469	458	2,4 %
Terrains détenus par la société (en pourcentage)	72 %	72 %	
Terrains détenus par des franchisés (en pourcentage)	45 %	46 %	
Superficie moyenne (en pieds carrés)			
Magasins détenus par la société	64 500	64 500	–
Magasins franchisés	29 500	29 600	(0,3%)

Sorties nettes liées aux activités de financement Pour le troisième trimestre de 2012, les sorties nettes liées aux activités de financement se sont établies à 223 millions de dollars, en comparaison de 125 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2011. Cette hausse de 98 millions de dollars est principalement attribuable à la diminution des émissions de certificats de placement garanti (les « CPG »).

Les sorties nettes liées aux activités de financement se sont établies à 477 millions de dollars pour l'exercice à ce jour, en comparaison de 627 millions de dollars pour la période correspondante de 2011. Cette variation de 150 millions de dollars s'explique par la réduction des remboursements nets sur la dette à long terme et a été partiellement contrebalancée par l'incidence de la titrisation de créances sur cartes de crédit de 370 millions de dollars au premier trimestre de 2011. En 2011, les remboursements nets sur la dette à long terme ont essentiellement consisté en remboursements de billets de série 2006-1 d'*Eagle* pour un total de 500 millions de dollars et en remboursements de billets à moyen terme à 6,50 % pour un total de 350 millions de dollars. Ces remboursements ont été partiellement contrebalancés par des émissions de CPG.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 22 du présent rapport.

Cotisations aux régimes de retraite à prestations définies Au cours des trois premiers trimestres de 2012, la société a cotisé 113 millions de dollars (83 millions de dollars en 2011) à ses régimes de retraite agréés à prestations définies par capitalisation. La société prévoit verser des cotisations d'environ 35 millions de dollars à ces régimes pendant le reste de 2012. Le montant réel des cotisations pourrait différer de l'estimation selon les modifications apportées aux évaluations actuarielles, le rendement des placements, la volatilité des taux d'actualisation, les exigences réglementaires et d'autres facteurs. La société prévoit également continuer de verser, d'ici la fin de 2012, des cotisations à ses régimes à cotisations définies et aux régimes de retraite multi-employeurs auxquels elle cotise, ainsi que des prestations aux prestataires des régimes de retraite complémentaires sans capitalisation à prestations définies, des autres régimes à prestations définies et des autres régimes d'avantages du personnel à long terme.

Sources de financement

La société s'attend à ce que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les flux de trésorerie futurs provenant des activités opérationnelles et les montants qu'elle peut prélever sur sa facilité de crédit engagée de 800 millions de dollars (la « facilité de crédit ») lui permettent de financer son programme de dépenses d'investissement ainsi que ses besoins courants liés à ses activités, y compris le fonds de roulement, la capitalisation des régimes de retraite et les obligations financières, au cours des 12 prochains mois. La société a l'habitude de satisfaire à ses besoins de financement à long terme principalement par l'entremise de son programme de billets à moyen terme. Elle peut refinancer sa dette à long terme qui arrive à échéance par l'émission de billets à moyen terme si les conditions du marché le permettent ou elle peut envisager d'autres solutions. Par ailleurs, comme elle jouit d'un accès raisonnablement facile aux marchés financiers, la société n'entrevoit pas de difficulté à obtenir du financement pour s'acquitter de ses obligations à long terme.

La facilité de crédit de la société comporte certaines clauses restrictives financières que la société a respectées tout au long du trimestre. Au premier trimestre de 2012, la société a renouvelé sa facilité de crédit et l'a prorogée jusqu'à mars 2017. Les clauses restrictives financières d'importance auxquelles la société est assujettie aux termes de cette entente demeurent essentiellement les mêmes. Au 6 octobre 2012, au 8 octobre 2011 et au 31 décembre 2011, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.

En 2010, la société a déposé un prospectus préalable de base simplifié (le « prospectus ») lui permettant d'émettre des débentures non garanties et des actions privilégiées pour un montant maximal de 1,0 milliard de dollars au cours d'une période de 25 mois. Au 6 octobre 2012, la société n'avait procédé à aucune émission en vertu du prospectus. Au quatrième trimestre de 2012, la société renouvellera son prospectus, qui expire le 25 décembre 2012.

Fiducies de titrisation indépendantes La société, par l'intermédiaire de la Banque le Choix du Président (la « Banque PC ») participe à divers programmes de titrisation qui constituent la principale source de fonds pour l'exercice de ses activités liées aux cartes de crédit. La Banque PC vend à l'occasion des créances sur cartes de crédit à des fiducies de titrisation indépendantes, notamment *Eagle*, et à d'autres fiducies de titrisation indépendantes, selon ses besoins en matière de financement. Après la clôture du troisième trimestre de 2012, la Banque PC a modifié l'échéance de deux de ses ententes conclues avec les fiducies de titrisation indépendantes, qui était prévue pour le troisième trimestre de 2013, pour la repousser au deuxième trimestre de 2015. Les autres modalités des ententes demeureront essentiellement les mêmes.

La société a fourni, au nom de la Banque PC, des lettres de crédit représentant 9 % (9 % au 8 octobre 2011; 9 % au 31 décembre 2011) du passif titrisé en cours en faveur des autres fiducies de titrisation indépendantes d'un montant de 81 millions de dollars (81 millions de dollars au 8 octobre 2011; 81 millions de dollars au 31 décembre 2011). En cas de baisse substantielle des produits tirés des créances sur cartes de crédit titrisées ou de leur valeur, les autres fiducies de titrisation indépendantes pourraient utiliser ces lettres de crédit pour recouvrer jusqu'à concurrence du montant correspondant aux lettres de crédit en cours. Dans le cadre de ses programmes de titrisation, la Banque PC est tenue de maintenir en tout temps un solde de son portefeuille de créances sur cartes de crédit équivalant à au moins 107 % du passif titrisé en cours.

Certificats de placement garanti En plus de participer à divers programmes de titrisation servant à financer ses activités, la Banque PC obtient du financement à court et à long terme par l'intermédiaire de son programme de CPG. La Banque PC a vendu, par l'intermédiaire de courtiers indépendants, des CPG pour 13 millions de dollars au troisième trimestre de 2012 (80 millions de dollars en 2011) et 15 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (261 millions de dollars en 2011). De plus, des CPG de 4 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2012 (4 millions de dollars en 2011) et de 47 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (4 millions de dollars en 2011) sont arrivés à échéance et ont été remboursés. Au 6 octobre 2012, des CPG en cours de 244 millions de dollars (275 millions de dollars au 8 octobre 2011; 276 millions de dollars au 31 décembre 2011) ont été comptabilisés dans la dette à long terme de la société, dont une tranche de 35 millions de dollars (47 millions de dollars au 8 octobre 2011; 46 millions de dollars au 31 décembre 2011) a été comptabilisée dans la tranche à moins d'un an de la dette à long terme.

Fiducies de financement indépendantes Certains franchisés indépendants de la société obtiennent du financement par l'entremise d'une structure regroupant des fiducies de financement indépendantes, structure mise sur pied pour consentir des prêts aux franchisés indépendants afin qu'ils puissent acheter plus facilement des stocks et des immobilisations corporelles, principalement du matériel et des équipements. Ces fiducies de financement indépendantes sont administrées par une grande banque canadienne. Au deuxième trimestre de 2012, la société a modifié et rehaussé la facilité de crédit engagée renouvelable qui constitue la source de financement des fiducies de financement indépendantes, pour la faire passer de 475 millions de dollars à 575 millions de dollars. Les autres modalités sont demeurées essentiellement inchangées. Cette facilité porte intérêt à un taux variable et vient à échéance en 2014. Au 6 octobre 2012, les fiducies de financement indépendantes avaient prélevé 458 millions de dollars sur cette facilité de crédit engagée (420 millions de dollars au 8 octobre 2011; 424 millions de dollars au 31 décembre 2011). La société accorde un rehaussement de crédit sous forme de lettre de garantie en faveur des fiducies de financement indépendantes correspondant à au moins 10 % du capital des prêts en cours. Au 6 octobre 2012, la société avait émis une lettre de crédit de 48 millions de dollars.

La société a conclu des ententes en vue de garantir, sous forme de trésorerie, certaines de ses facilités de crédit non engagées pour au plus 132 millions de dollars, dont une tranche de 91 millions de dollars a été déposée auprès d'importantes institutions et classée à titre de dépôts de garantie au 6 octobre 2012 (néant au 8 octobre 2011; 85 millions de dollars au 31 décembre 2011).

Au cours du troisième trimestre de 2012, Standard & Poor's a maintenu ses cotes de solvabilité et ses perspectives pour la société. Après la clôture du troisième trimestre de 2012, Dominion Bond Rating Service a maintenu la cote de solvabilité et la tendance de la société. Le tableau suivant présente les cotes de solvabilité actuelles de la société.

Cotes de solvabilité (normes canadiennes)	Dominion Bond Rating Service		Standard & Poor's	
	Cote de solvabilité	Tendance	Cote de solvabilité	Perspective
Billets à moyen terme	BBB	Stable	BBB	Stable
Actions privilégiées	Pfd-3	Stable	P-3 (élevé)	Stable
Autres billets et débetures	BBB	Stable	BBB	Stable

Arrangements hors bilan

Au deuxième trimestre de 2012, la société a rehaussé sa garantie envers MasterCard^{MD} International Incorporated au nom de la Banque PC, la faisant passer de 180 millions de dollars américains à 230 millions de dollars américains, en raison essentiellement d'une hausse du nombre de comptes actifs.

Résultats opérationnels trimestriels

Conformément à une pratique comptable ayant cours dans le secteur de la distribution alimentaire, la société suit un cycle de présentation de 52 semaines, qui passe périodiquement à un exercice de 53 semaines. Les exercices 2012, 2011 et 2010 comptent 52 semaines. Le cycle de 52 semaines est divisé en quatre trimestres de 12 semaines chacun, sauf pour le troisième trimestre, qui compte 16 semaines. Le tableau qui suit résume les principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la société pour chacun des huit derniers trimestres.

Résumé des résultats consolidés trimestriels

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Troisième trimestre		Deuxième trimestre		Premier trimestre		Quatrième trimestre	
	2012 (16 semaines)	2011 (16 semaines)	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	2010 (12 semaines)
Produits	9 827 \$	9 727 \$	7 375 \$	7 278 \$	6 937 \$	6 872 \$	7 373 \$	7 119 \$
Bénéfice net	222 \$	236 \$	159 \$	197 \$	126 \$	162 \$	174 \$	165 \$
Bénéfice net par action ordinaire								
De base (en dollars)	0,79 \$	0,84 \$	0,57 \$	0,70 \$	0,45 \$	0,58 \$	0,62 \$	0,59 \$
Dilué (en dollars)	0,77 \$	0,83 \$	0,56 \$	0,69 \$	0,45 \$	0,56 \$	0,60 \$	0,58 \$
Inflation nationale moyenne du prix des aliments (selon l'IPC)	1,8 %	4,9 %	2,5 %	4,0 %	3,7 %	2,5 %	5,2 %	1,5 %
Augmentation (diminution) du chiffre d'affaires des magasins comparables	(0,2 %)	1,3 %	0,2 %	(0,4 %)	(0,7 %)	(0,1 %)	2,5 %	(1,6 %)

Depuis le quatrième trimestre de 2010, la superficie nette de vente au détail a augmenté de 0,7 million de pieds carrés pour se fixer à 51,2 millions de pieds carrés.

La fluctuation du bénéfice net d'un trimestre à l'autre reflète les transactions sous-jacentes qu'a réalisées la société et l'incidence d'un certain nombre de charges spécifiques, notamment les coûts liés à l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à livrer sur actions, les coûts liés à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario en un modèle d'exploitation moins coûteux et plus efficace conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées en 2010, les coûts liés aux investissements marginaux dans les TI et la chaîne d'approvisionnement, les coûts liés au remaniement du secteur Vente au détail en fonction d'une structure axée sur deux divisions, soit Conventionnel et Escompte, les coûts liés à certaines questions fiscales datant d'exercices précédents et les profits comptabilisés à la vente d'immobilisations corporelles. Le bénéfice net trimestriel est aussi fonction du caractère saisonnier des activités et du calendrier des jours fériés. L'incidence du caractère saisonnier est plus importante au quatrième trimestre et l'est moins au premier trimestre.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien d'un système de contrôles et de procédures de communication de l'information adéquat visant à donner une assurance raisonnable que toute information importante concernant la société et ses filiales est réunie et communiquée en temps opportun à la haute direction pour qu'elle soit en mesure de prendre des décisions éclairées à l'égard de ses communications publiques.

Il incombe également à la direction d'élaborer et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière adéquats de façon à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des rapports financiers à des fins externes conformément aux IFRS.

Dans la conception de ces contrôles, il faut considérer le fait qu'en raison de ses limites inhérentes, tout système de contrôles, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne saurait fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés sont atteints et qu'il pourrait ne pas être en mesure de prévenir ni de détecter des inexactitudes. De plus, la direction doit forcément faire appel à son jugement lorsqu'elle évalue les contrôles et procédures.

Aucun changement n'a été apporté au contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière au troisième trimestre de 2012 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur le contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière.

Risques d'entreprise et gestion des risques

Des descriptions détaillées des risques opérationnels et financiers ainsi que des stratégies de gestion des risques figurent à la rubrique « Risques d'entreprise et gestion des risques » à la page 25 du rapport de gestion du rapport annuel 2011 de la société et à la note 26 de ce même rapport. Une mise à jour de ces risques et stratégies de gestion des risques est présentée ci-après :

Déploiement du système de technologies de l'information et d'autres systèmes La société poursuit l'importante mise à niveau de son infrastructure des TI. En 2010, la société a entrepris le déploiement de nouvelles TI. Ce projet, de concert avec la mise en œuvre des autres systèmes prévue pour 2012 et par la suite, fait partie de l'un des plus vastes programmes d'infrastructure technologique à avoir été lancés par la société et est essentiel à la réalisation de ses stratégies de croissance à long terme. En 2012, la société a continué de faire des progrès au chapitre de la mise en œuvre des nouvelles TI et a achevé l'ajout de données de base portant sur la chaîne d'approvisionnement au troisième trimestre de 2012, en vue des prochaines étapes du processus de mise en œuvre. Ces données de base, notamment les calendriers de livraison, les données sur le réapprovisionnement et les renseignements sur les coûts, ressortent à présent au nouveau système. La société poursuit ses efforts en vue des entrées en service prévues dans le premier centre de distribution et magasin au quatrième trimestre de 2012. Le déploiement complet du système de TI demandera encore des efforts soutenus et des investissements substantiels. L'incapacité de la société à assurer une migration réussie de ses anciens systèmes au nouveau système de TI et à procéder à d'autres mises à niveau pourrait nuire à sa réputation et avoir des répercussions défavorables sur ses activités, ses produits et sa performance financière. Toute défaillance ou panne des systèmes de TI actuels de la société au cours du déploiement du nouveau système de TI ou d'autres systèmes pourrait entraîner la non-disponibilité de données pertinentes et fiables sur lesquelles la direction puisse fonder sa planification stratégique et sa gestion des activités quotidiennes, ce qui pourrait provoquer une forte perturbation des affaires et même se solder par des pertes financières. De plus, l'incapacité à mettre en œuvre les processus nécessaires au bon fonctionnement du système de TI pourrait causer des inefficacités et des recouvrements avec les processus existants.

Fiscalité et réglementation La société est régulièrement assujettie aux vérifications fiscales de divers organismes gouvernementaux et organismes de réglementation. Par conséquent, il pourrait arriver de temps à autre que les administrations fiscales ne soient pas en accord avec les positions et les conclusions adoptées par la société dans ses déclarations de revenus ou que la législation soit modifiée, ce qui pourrait donner lieu à de nouvelles cotisations. Ces nouvelles cotisations pourraient avoir une incidence importante sur la société au cours des périodes futures. Au troisième trimestre de 2012, la société a reçu un avis de l'Agence du revenu du Canada selon lequel cette dernière manifestait son intention d'émettre un nouvel avis de cotisation à l'égard du traitement fiscal de Glenhuron, filiale entièrement détenue par la société. À ce stade, il n'est pas possible de quantifier la nouvelle cotisation envisagée. Bien que la société ne prévoie pas que le montant final soit important, elle ne peut en avoir la certitude et il pourrait résulter de cette nouvelle cotisation une charge importante pour la société au cours de périodes ultérieures.

En 2012, la plupart des gouvernements provinciaux ont annoncé qu'ils adopteraient ou apporteraient des modifications à la réglementation concernant les prix des médicaments génériques sur ordonnance payés par les gouvernements provinciaux en vertu de leur régime d'assurance médicaments public. Toutes les provinces ont maintenant annoncé qu'elles apporteront des modifications de nature diverse à la réglementation concernant les prix des médicaments génériques. Ces modifications se traduisent par une réduction du coût assumé par les régimes d'assurance médicaments provinciaux relativement aux médicaments génériques. Les modifications apportées viennent également réduire le coût des médicaments génériques payé par les particuliers ou réglé par l'entremise de régimes d'assurance privée payés par l'employeur. La province de l'Ontario a également apporté des modifications qui viennent réduire les honoraires intérimaires versés aux pharmacies. La société continue d'évaluer les moyens qui pourraient lui permettre d'atténuer l'incidence de ces modifications, notamment la mise en place de programmes visant l'ajout de nouveaux services et l'amélioration des services existants afin d'attirer des clients. Toutefois, malgré ces initiatives, les modifications pourraient avoir des répercussions négatives sur la performance financière de la société.

Gestion du changement En octobre 2012, dans le cadre de son plan stratégique à long terme et de son engagement à devenir une société plus efficace, à réduire les coûts et à investir dans la valeur, l'assortiment et le service à sa clientèle, la société a annoncé un plan de compression du personnel de son siège social et du personnel occupant des postes administratifs. Ce plan, qui vise principalement des postes de gestionnaires et d'employés de bureau, devrait toucher environ 700 postes. La société prévoit comptabiliser une charge estimative de 60 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 afin de tenir compte du coût prévu des compressions planifiées.

Bien que la société s'attende à tirer des avantages de ces changements, qui devraient venir accroître la souplesse et l'efficacité des activités opérationnelles, la réussite du processus reste tributaire de la mise en œuvre efficace des changements par la direction. Une mauvaise gestion du changement pourrait perturber l'exploitation de la société ou porter atteinte à sa capacité de mettre en œuvre ses objectifs stratégiques et de les atteindre, en raison d'un manque de clarté dans la définition des responsabilités, ou d'un manque de connaissances, lequel pourrait amener les employés à agir à l'encontre des objectifs de la société. L'un ou l'autre de ces événements pourrait nuire à la réputation, aux activités et à la performance financière de la société. Par conséquent, la société pourrait ne pas toujours être en mesure de réaliser les économies de coûts et les autres avantages attendus de ses projets.

Normes comptables appliquées en 2012

Instruments financiers – Informations à fournir En octobre 2010, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, qui viennent étoffer les informations que les entités doivent fournir au sujet des transactions donnant lieu à des transferts d'actifs financiers afin d'aider les utilisateurs d'états financiers à évaluer les expositions aux risques liés à ces transferts et l'incidence de ces risques sur la situation financière de l'entité. Ces modifications sont entrées en vigueur et la société les a appliquées au premier trimestre de 2012.

Impôt différé – Recouvrement des actifs sous-jacents En décembre 2010, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, qui prévoient une exception aux principes généraux d'évaluation prescrits par l'IAS 12 pour les immeubles de placement évalués à la juste valeur. Ces modifications s'appliquaient à compter du premier trimestre de 2012. Dans le cadre de sa transition aux IFRS, la société a choisi de comptabiliser ses immeubles de placement au coût et ainsi les modifications n'ont pas eu d'incidence sur les résultats opérationnels ou la situation financière de la société.

Normes comptables futures

Les normes suivantes doivent être appliquées aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 :

États financiers consolidés En 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*. Cette norme remplace en partie l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et remplace intégralement l'interprétation du Comité permanent d'interprétation (« SIC »), *Consolidation – Entités ad hoc* (« SIC-12 »). L'IFRS 10 définit la notion de contrôle et établit les principes fondamentaux permettant de déterminer dans quelles circonstances et de quelle manière les résultats d'une entité doivent être inclus dans un jeu d'états financiers consolidés. Cette norme présente un modèle de contrôle unique selon lequel une entité doit consolider une entité émettrice lorsqu'elle détient le pouvoir sur cette entité émettrice, qu'elle est exposée à des rendements variables et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur l'entité émettrice, indépendamment de l'existence de droits de vote. La société prévoit continuer de consolider les entités qu'elle envisageait consolider auparavant à titre d'entités ad hoc selon l'interprétation SIC-12 comme des entités structurées. La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés en ce qui a trait aux accords de franchise, aux autres entités et aux relations.

Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme En 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Les modifications les plus importantes portent sur les exigences relatives à la comptabilisation immédiate de tous les coûts des services passés non acquis et au remplacement du coût financier et du rendement attendu des actifs du régime par le montant de l'intérêt net calculé en appliquant le taux d'actualisation au passif net au titre des prestations définies. Les modifications prévoient des obligations d'information plus contraignantes pour les régimes à prestations définies, notamment en ce qui a trait aux caractéristiques des régimes et aux risques qu'ils comportent. Au moment de l'application de ces modifications, la société procédera au retraitement de ses états financiers consolidés annuels de 2012 et elle prévoit que le retraitement donnera lieu à une augmentation des résultats non distribués d'ouverture liée aux crédits au titre des services passés d'environ 3 millions de dollars avant impôt et à une augmentation des charges d'intérêts nettes et autres charges financières d'environ 20 millions de dollars. Par conséquent, en 2013, les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme seront comptabilisés de manière uniforme d'un exercice à l'autre.

En plus des normes mentionnées précédemment, la société appliquera les normes et les modifications suivantes en date du 1^{er} janvier 2013 : l'IFRS 11, *Partenariats*, l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, l'IAS 27, *États financiers individuels*, l'IAS 28, *Participations dans des entreprises associées*, l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, et l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Par ailleurs, la société appliquera également l'IFRS 9, *Instruments financiers*, à compter du 1^{er} janvier 2015. La société évalue actuellement l'incidence qu'auront ces normes et ces modifications sur ses états financiers consolidés.

En 2011, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 7, *Instruments financiers : informations à fournir*, et à l'IAS 32, *Instruments financiers : présentation*, qui doivent s'appliquer aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. La société ne s'attend pas à ce que ces modifications aient une incidence significative.

Perspectives¹⁾

L'entreprise a procédé à une mise à jour de ses perspectives financières pour 2012.

La société prévoit toujours engager des dépenses d'investissement d'environ 1,1 milliard de dollars en 2012 et elle s'attend à ce que la nouvelle superficie nette en pieds carrés destinée à la vente au détail atteigne environ 1 %. De plus, elle s'attend à ce que les coûts engagés relativement à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario conformément aux modalités des conventions collectives s'élèvent à environ 40 millions de dollars pour l'exercice en entier.

Comme les économies réalisées au titre des projets liés à la chaîne d'approvisionnement sont plus élevées que prévu et qu'elles contrebalancent les investissements marginaux dans les TI, la société prévoit maintenant que les coûts marginaux liés aux investissements dans les TI et la chaîne d'approvisionnement s'établiront à environ 65 millions de dollars pour l'exercice, en baisse de 5 millions de dollars par rapport au montant prévu précédemment.

Afin de continuer à consolider sa position concurrentielle, la société a majoré son investissement marginal dans son offre de produits et de services à la clientèle, le faisant passer des 40 millions de dollars annoncés précédemment à 50 millions de dollars.

La société prévoit que le bénéfice net par action pour l'exercice en entier affichera une baisse par rapport à celui de 2011 et que le bénéfice du quatrième trimestre de 2012, compte non tenu de la charge de restructuration de 60 millions de dollars dont il a été fait mention précédemment, avoisinera celui du quatrième trimestre de 2011.

1) À lire en parallèle avec la rubrique « Énoncés prospectifs » à la page 6.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : le BAIIA et la marge du BAIIA, les intérêts et la couverture des intérêts, les flux de trésorerie disponibles, l'actif net, le rendement de l'actif net moyen sur une base annuelle et le montant ajusté de la dette, le ratio du montant ajusté de la dette sur le BAIIA sur une base annuelle et le ratio du montant ajusté de la dette sur les capitaux propres. Elle estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs pour évaluer sa performance financière et sa situation financière, pour les raisons indiquées ci-après. Comme ces mesures n'ont pas de sens normalisé en vertu des PCGR, elles ne sauraient se comparer à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés ouvertes ni se substituer à d'autres mesures financières établies selon les PCGR.

BAIIA et marge du BAIIA Le tableau qui suit présente le rapprochement entre le bénéfice avant impôt sur le résultat, les charges d'intérêts nettes et autres charges financières et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (le « BAIIA ») d'une part et le résultat opérationnel, qui a fait l'objet d'un rapprochement avec le bénéfice net établi conformément aux PCGR et présenté dans les comptes consolidés de résultat pour les périodes de 16 semaines et de 40 semaines closes le 6 octobre 2012 et le 8 octobre 2011. La direction utilise le BAIIA pour évaluer le rendement des activités courantes et la capacité de la société à générer des flux de trésorerie afin de financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses d'investissement.

La marge du BAIIA représente le BAIIA divisé par les produits.

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	2012 (16 semaines)	2011 (16 semaines)	2012 (40 semaines)	2011 (40 semaines)
Bénéfice net	222 \$	236 \$	507 \$	595 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :				
Impôt sur le résultat	83	90	176	228
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	100	95	251	246
Résultat opérationnel	405	421	934	1 069
Ajouter l'incidence de l'élément suivant :				
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	241	218	590	529
BAIIA	646 \$	639 \$	1 524 \$	1 598 \$

Intérêts et couverture des intérêts Le tableau qui suit présente un rapprochement entre la charge d'intérêts utilisée pour calculer le ratio de couverture des intérêts et les mesures conformes aux PCGR présentées pour les périodes de 16 semaines et de 40 semaines closes le 6 octobre 2012 et le 8 octobre 2011. La société estime que le ratio de couverture des intérêts est utile pour évaluer la capacité de la société à couvrir ses charges d'intérêts nettes grâce à son résultat opérationnel.

Les charges d'intérêts représentent les charges d'intérêts nettes et autres charges financières, majorées des intérêts capitalisés dans les immobilisations corporelles. La couverture des intérêts représente le résultat opérationnel, divisé par les charges d'intérêts.

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	2012 (16 semaines)	2011 (16 semaines)	2012 (40 semaines)	2011 (40 semaines)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	100 \$	95 \$	251 \$	246 \$
Ajouter les intérêts capitalisés dans les immobilisations corporelles	–	–	1	1
Charges d'intérêts	100 \$	95 \$	252 \$	247 \$

Flux de trésorerie disponibles Le tableau suivant présente un rapprochement entre les flux de trésorerie disponibles utilisés pour évaluer la situation financière de la société et les mesures conformes aux PCGR pour les périodes de 16 semaines et de 40 semaines closes le 6 octobre 2012 et le 8 octobre 2011. La société est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent une mesure utile pour évaluer la trésorerie disponible qu'elle peut affecter au financement et aux activités d'investissement supplémentaires.

Les flux de trésorerie disponibles représentent les rentrées (sorties) nettes liées aux activités opérationnelles, exception faite de la variation des créances sur cartes de crédit, moins les acquisitions d'immobilisations corporelles.

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	2012 (16 semaines)	2011 (16 semaines)	2012 (40 semaines)	2011 (40 semaines)
Rentrées nettes liées aux activités opérationnelles	490 \$	694 \$	1 032 \$	1 194 \$
Variation des créances sur cartes de crédit	15	(63)	(28)	(86)
Moins les acquisitions d'immobilisations corporelles	289	324	656	640
Flux de trésorerie disponibles	216 \$	307 \$	348 \$	468 \$

Actif net Le tableau qui suit présente un rapprochement entre l'actif net utilisé pour calculer le ratio du rendement de l'actif net moyen sur une base annuelle et les mesures conformes aux PCGR présentées pour les périodes indiquées. La société estime que le ratio du rendement de l'actif net moyen sur une base annuelle est utile pour évaluer le rendement des actifs opérationnels.

L'actif net représente le total des actifs moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les dépôts de garantie et les fournisseurs et autres passifs. Pour calculer le rendement de l'actif net moyen sur une base annuelle, la société divise le résultat opérationnel cumulé des quatre derniers trimestres par l'actif net moyen.

(en millions de dollars canadiens)	Au 6 octobre 2012 (non audité)	Au 8 octobre 2011 (non audité)	Au 31 décembre 2011
Total des actifs	17 354 \$	16 909 \$	17 428 \$
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	749	987	966
Placements à court terme	836	820	754
Dépôts de garantie	243	184	266
Fournisseurs et autres passifs	3 307	3 307	3 677
Actif net	12 219 \$	11 611 \$	11 765 \$

Montant ajusté de la dette Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le montant ajusté de la dette utilisé pour calculer le ratio du montant ajusté de la dette sur le BAIIA sur une base annuelle et le ratio du montant ajusté de la dette sur les capitaux propres et les mesures conformes aux PCGR présentées pour les périodes indiquées. La société estime que le montant ajusté de la dette est une mesure pertinente pour évaluer le niveau d'endettement.

La société calcule la dette comme la somme de la dette bancaire, de la dette à court terme, de la dette à long terme, de certains autres passifs et de la juste valeur des dérivés financiers. Pour calculer le montant ajusté de la dette, la société déduit du total de la dette, la dette à court terme et à long terme liée aux fiducies de titrisation indépendantes et les CPG de la Banque PC. Pour calculer le ratio du montant ajusté de la dette sur le BAIIA sur une base annuelle, la société divise le montant ajusté de la dette par le BAIIA cumulé des quatre derniers trimestres. Pour calculer le montant ajusté de la dette sur les capitaux propres, elle divise la dette par les capitaux propres attribuables aux actionnaires et les titres de participation.

Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens)	Au 6 octobre 2012 (non audité)	Au 8 octobre 2011 (non audité)	Au 31 décembre 2011
Dettes à court terme	905 \$	905 \$	905 \$
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	219	86	87
Dettes à long terme	5 373	5 465	5 493
Certains autres passifs	39	35	39
Juste valeur des dérivés financiers liés aux éléments ci-dessus	33	30	22
Total de la dette	6 569 \$	6 521 \$	6 546 \$
Moins :			
Dettes à court terme – autres fiducies de titrisation indépendantes	905	905	905
Dettes à long terme – <i>Eagle Credit Card Trust</i>	600	600	600
Certificats de placement garanti	244	275	276
Montant ajusté de la dette	4 820 \$	4 741 \$	4 765 \$

Les actions privilégiées de deuxième rang, série A sont classées comme des titres de participation et sont exclues du calcul du montant ajusté de la dette.

Capitaux propres Le tableau qui suit présente le rapprochement entre les capitaux propres utilisés pour calculer le ratio du montant ajusté de la dette sur les capitaux propres et les mesures conformes aux PCGR présentées pour les périodes closes aux dates indiquées.

Pour calculer les capitaux propres, la société fait la somme des titres de participation et des capitaux propres attribuables aux actionnaires.

(en millions de dollars canadiens)	Au 6 octobre 2012 (non audité)	Au 8 octobre 2011 (non audité)	Au 31 décembre 2011
Titres de participation	222 \$	221 \$	222 \$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	6 312	5 948	6 007
Capitaux propres	6 534 \$	6 169 \$	6 229 \$

Informations supplémentaires

Des informations supplémentaires sur la société ont été déposées par voie électronique auprès de divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) et elles peuvent être consultées en ligne au sedar.com et auprès du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque PC, filiale de la société.

Le 13 novembre 2012

Toronto, Canada

Résultats financiers

Comptes consolidés résumés de résultat	26
États consolidés résumés du résultat global	27
États consolidés résumés des variations des capitaux propres	28
Bilans consolidés résumés	29
Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie	30
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	31
Note 1. Nature et description de l'entité présentant l'information financière	31
Note 2. Principales méthodes comptables	31
Note 3. Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	33
Note 4. Impôt sur le résultat	33
Note 5. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire	34
Note 6. Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie	34
Note 7. Créances sur cartes de crédit	35
Note 8. Stocks	36
Note 9. Goodwill et immobilisations incorporelles	36
Note 10. Autres actifs	36
Note 11. Dette à court terme	36
Note 12. Dette à long terme	36
Note 13. Autres passifs	37
Note 14. Capital social	37
Note 15. Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme	38
Note 16. Rémunération fondée sur des actions	39
Note 17. Instruments financiers	42
Note 18. Passifs éventuels	42
Note 19. Garanties financières	43
Note 20. Événement postérieur à la date de clôture	43
Note 21. Informations sectorielles	43
Annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités portant sur le ratio de couverture par le bénéfice	46
Sommaire financier	47

Comptes consolidés résumés de résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)	6 octobre 2012 (40 semaines)	8 octobre 2011 (40 semaines)
Produits	9 827 \$	9 727 \$	24 139 \$	23 877 \$
Coût des marchandises vendues (note 8)	7 538	7 494	18 454	18 230
Frais de vente et charges générales et administratives	1 884	1 812	4 751	4 578
Résultat opérationnel	405	421	934	1 069
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 3)	100	95	251	246
Bénéfice avant impôt sur le résultat	305	326	683	823
Impôt sur le résultat (note 4)	83	90	176	228
Bénéfice net	222 \$	236 \$	507 \$	595 \$
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars) (note 5)				
De base	0,79 \$	0,84 \$	1,80 \$	2,11 \$
Dilué	0,77 \$	0,83 \$	1,79 \$	2,09 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

États consolidés résumés du résultat global

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)	6 octobre 2012 (40 semaines)	8 octobre 2011 (40 semaines)
Bénéfice net	222 \$	236 \$	507 \$	595 \$
Autres éléments du résultat global, après impôt				
Gain actuariel net (perte actuarielle nette) au titre des régimes à prestations définies	27	(99)	(38)	(162)
Résultat global total	249 \$	137 \$	469 \$	433 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

États consolidés résumés des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Capital social ordinaire	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires
Solde au 31 décembre 2011	1 540 \$	4 414 \$	48 \$	5 \$	6 007 \$
Bénéfice net	–	507	–	–	507
Autres éléments du résultat global	–	(38)	–	–	(38)
Résultat global total	–	469	–	–	469
Incidence nette de la rémunération fondée sur des actions (note 16)	9	–	10	–	19
Rachats d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 14)	(1)	(5)	–	–	(6)
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars) – 0,63 \$ (note 14)	–	(177)	–	–	(177)
	8	287	10	–	305
Solde au 6 octobre 2012	1 548 \$	4 701 \$	58 \$	5 \$	6 312 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Capital social ordinaire	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires
Solde au 1^{er} janvier 2011	1 475 \$	4 122 \$	1 \$	5 \$	5 603 \$
Bénéfice net	–	595	–	–	595
Autres éléments du résultat global	–	(162)	–	–	(162)
Résultat global total	–	433	–	–	433
Régime de réinvestissement des dividendes	43	–	–	–	43
Incidence nette de la rémunération fondée sur des actions (note 16)	25	–	44	–	69
Rachats d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 14)	(3)	(19)	–	–	(22)
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars) – 0,63 \$ (note 14)	–	(178)	–	–	(178)
	65	236	44	–	345 \$
Solde au 8 octobre 2011	1 540 \$	4 358 \$	45 \$	5 \$	5 948

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Bilans consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Au 6 octobre 2012	Au 8 octobre 2011	Au 31 décembre 2011
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)	749 \$	987 \$	966 \$
Placements à court terme (note 6)	836	820	754
Créances	491	404	467
Créances sur cartes de crédit (note 7)	2 073	1 911	2 101
Stocks (note 8)	1 946	2 028	2 025
Charges payées d'avance et autres actifs	105	152	117
Actifs détenus en vue de la vente	30	30	32
Total des actifs courants	6 230	6 332	6 462
Immobilisations corporelles	8 808	8 486	8 725
Immeubles de placement	97	75	82
Goodwill et immobilisations incorporelles (note 9)	1 061	1 023	1 029
Impôt différé	255	224	232
Dépôts de garantie (note 6)	243	184	266
Créances liées à des prêts consentis à des franchisés	365	316	331
Autres actifs (note 10)	295	269	301
Total des actifs	17 354 \$	16 909 \$	17 428 \$
Passifs			
Passifs courants			
Fournisseurs et autres passifs	3 307	3 307	3 677
Provisions	40	48	35
Impôt sur le résultat à payer	11	10	14
Dette à court terme (note 11)	905	905	905
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme (note 12)	219	86	87
Total des passifs courants	4 482	4 356	4 718
Provisions	46	49	50
Dette à long terme (note 12)	5 373	5 465	5 493
Impôt différé	24	26	21
Titres de participation	222	221	222
Autres passifs (note 13)	895	844	917
Total des passifs	11 042	10 961	11 421
Capitaux propres attribuables aux actionnaires			
Capital social ordinaire (note 14)	1 548	1 540	1 540
Résultats non distribués	4 701	4 358	4 414
Surplus d'apport (note 16)	58	45	48
Cumul des autres éléments du résultat global	5	5	5
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	6 312	5 948	6 007
Total des passifs et des capitaux propres attribuables aux actionnaires	17 354 \$	16 909 \$	17 428 \$

Passifs éventuels (note 18). Événement postérieur à la date de clôture (note 20).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)	6 octobre 2012 (40 semaines)	8 octobre 2011 (40 semaines)
Activités opérationnelles				
Bénéfice net	222 \$	236 \$	507 \$	595 \$
Impôt sur le résultat (note 4)	83	90	176	228
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 3)	100	95	251	246
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	241	218	590	529
Impôt sur le résultat payé	(63)	(66)	(185)	(162)
Intérêts perçus	7	6	34	42
Variation des créances sur cartes de crédit (note 7)	(15)	63	28	86
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(84)	73	(376)	(340)
Perte de valeur des immobilisations corporelles et autres pertes de valeur connexes	4	–	7	9
(Profit) perte sur la sortie d'actifs	1	(12)	(1)	(11)
Autres	(6)	(9)	1	(28)
Rentrées nettes liées aux activités opérationnelles	490	694	1 032	1 194
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(289)	(324)	(656)	(640)
Variation des placements à court terme	(151)	(74)	(115)	(33)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	17	45	33	51
Variation des placements dans des franchises et autres créances	(4)	(19)	(1)	9
Variation des dépôts de garantie	(5)	10	17	177
Entrées de goodwill et d'immobilisations incorporelles (note 9)	(3)	(1)	(44)	(6)
Sorties nettes liées aux activités d'investissement	(435)	(363)	(766)	(442)
Activités de financement				
Variation de la dette bancaire	–	–	–	(10)
Variation de la dette à court terme (note 11)	–	–	–	370
Dette à long terme				
Émise (note 12)	12	104	49	320
Remboursée (note 12)	(24)	(28)	(97)	(893)
Intérêts payés	(94)	(64)	(253)	(277)
Dividendes versés (note 14)	(118)	(118)	(177)	(134)
Actions ordinaires				
Émises (note 14)	3	–	7	19
Rachetées aux fins d'annulation (note 14)	(2)	(19)	(6)	(22)
Sorties nettes liées aux activités de financement	(223)	(125)	(477)	(627)
Incidence de la variation des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(6)	7	(6)	5
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(174)	213	(217)	130
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	923	774	966	857
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	749 \$	987 \$	749 \$	987 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Pour les périodes closes le 6 octobre 2012 et le 8 octobre 2011 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Note 1. Nature et description de l'entité présentant l'information financière

Les Compagnies Loblaw limitée est une société ouverte canadienne constituée en 1956. Elle est le plus grand détaillant en alimentation au Canada et l'un des plus grands fournisseurs de produits pharmaceutiques, d'articles de marchandise générale ainsi que de produits et services financiers. Le siège social de la société est situé au 22, av. St. Clair Est, Toronto, Canada M4T 2S7. Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales sont appelées conjointement la « société » ou « Loblaw » dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

La société mère de la société est George Weston limitée, qui détient une participation d'environ 63 % dans la société. La société mère ultime est Wittington Investments, Limited. Le reste des actions ordinaires est détenu par un grand nombre d'actionnaires.

La société compte deux secteurs opérationnels à présenter, à savoir le secteur Vente au détail et le secteur Services financiers (voir la note 21).

Conformément à une pratique comptable ayant cours dans le secteur de la distribution alimentaire, la société suit un cycle de présentation de 52 semaines, qui passe périodiquement à un exercice de 53 semaines. Les exercices 2012 et 2011 comptent 52 semaines. Le cycle de 52 semaines est divisé en quatre trimestres de 12 semaines chacun, sauf pour le troisième trimestre, qui compte 16 semaines. Le bénéfice net trimestriel est fonction du caractère saisonnier des activités et du calendrier des jours fériés. L'incidence du caractère saisonnier est plus importante au quatrième trimestre et l'est moins au premier trimestre.

Note 2. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables décrites dans les états financiers annuels 2011 de la société ont été appliquées de manière uniforme dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Le dollar canadien est à la fois la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de la société.

Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et la Norme comptable internationale (« International Accounting Standard » ou « IAS ») 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 »), publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2011 de la société et les notes y afférentes.

La publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités a été approuvée par le conseil d'administration de la société (le « Conseil ») le 13 novembre 2012.

Normes comptables appliquées en 2012

Instruments financiers – Informations à fournir En octobre 2010, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, qui viennent étoffer les informations que les entités doivent fournir au sujet des transactions donnant lieu à des transferts d'actifs financiers afin d'aider les utilisateurs d'états financiers à évaluer les expositions aux risques liés à ces transferts et l'incidence de ces risques sur la situation financière de l'entité. Ces modifications sont entrées en vigueur et la société les a appliquées au premier trimestre de 2012. Pour un complément d'information sur les nouvelles informations à fournir, voir la note 7.

Impôt différé – Recouvrement des actifs sous-jacents En décembre 2010, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, qui prévoient une exception aux principes généraux d'évaluation prescrits par l'IAS 12 pour les immeubles de placement évalués à la juste valeur. Ces modifications s'appliquaient à compter du premier trimestre de 2012. Dans le cadre de sa transition aux IFRS, la société a choisi de comptabiliser ses immeubles de placement au coût et ainsi les modifications n'ont pas eu d'incidence sur les résultats opérationnels ou la situation financière de la société.

Normes comptables futures

Les normes suivantes doivent être appliquées aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

États financiers consolidés En 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*. Cette norme remplace en partie l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et remplace intégralement l'interprétation du Comité permanent d'interprétation (« SIC »), *Consolidation – Entités ad hoc* (« SIC-12 »). L'IFRS 10 définit la notion de contrôle et établit les principes fondamentaux permettant de déterminer dans quelles circonstances et de quelle manière les résultats d'une entité doivent être inclus dans un jeu d'états financiers consolidés. Cette norme présente un modèle de contrôle unique selon lequel une entité doit consolider une entité émettrice lorsqu'elle détient le pouvoir sur cette entité émettrice, qu'elle est exposée à des rendements variables et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur l'entité émettrice, indépendamment de l'existence de droits de vote. La société prévoit continuer de consolider les entités qu'elle envisageait consolider auparavant à titre d'entités ad hoc selon l'interprétation SIC-12 comme des entités structurées. La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés en ce qui a trait aux accords de franchise, aux autres entités et aux relations.

Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme En 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Les modifications les plus importantes portent sur les exigences relatives à la comptabilisation immédiate de tous les coûts des services passés non acquis et au remplacement du coût financier et du rendement attendu des actifs du régime par le montant de l'intérêt net calculé en appliquant le taux d'actualisation au passif net au titre des prestations définies. Les modifications accroissent aussi les exigences en matière d'informations à fournir pour les régimes à prestations définies, notamment des informations additionnelles sur les caractéristiques et les risques que comportent ces régimes. Au moment de l'application de ces modifications, la société procédera au retraitement de ses états financiers consolidés annuels de 2012 et elle prévoit que le retraitement donnera lieu à une augmentation des résultats non distribués d'ouverture liée aux crédits au titre des services passés d'environ 3 millions de dollars avant impôt et à une augmentation des charges d'intérêts nettes et autres charges financières d'environ 20 millions de dollars. Par conséquent, en 2013, les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme seront comptabilisés de manière uniforme d'un exercice à l'autre.

En plus des normes mentionnées précédemment, la société appliquera les normes et les modifications suivantes avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2013 : l'IFRS 11, *Partenariats*, l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, l'IAS 27, *États financiers individuels*, l'IAS 28, *Participations dans des entreprises associées*, l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* et l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Par ailleurs, la société appliquera également l'IFRS 9, *Instruments financiers*, à compter du 1^{er} janvier 2015. La société évalue actuellement l'incidence qu'auront ces normes et ces modifications sur ses états financiers consolidés.

En 2011, l'IASB a publié les modifications à l'IFRS 7, *Instruments financiers : informations à fournir*, et à l'IAS 32, *Instruments financiers : présentation*, qui doivent s'appliquer aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. La société ne s'attend pas à ce que ces modifications aient une incidence significative.

Jugements, estimations et hypothèses comptables critiques

L'établissement d'états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses lorsqu'elle applique les méthodes comptables de la société qui ont une incidence sur les montants et les informations présentés dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes. Ces jugements, ces estimations et ces hypothèses sont fondés sur les résultats passés, sur les connaissances que possède la direction des événements et de la conjoncture et sur d'autres facteurs jugés raisonnables dans les circonstances.

Des estimations et des hypothèses importantes sont formulées pour évaluer les créances sur cartes de crédit, les stocks, le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, l'impôt sur le résultat et les autres impôts, les pertes de valeur des immobilisations corporelles et des autres actifs non financiers, les instruments financiers et les paramètres utilisés aux fins de l'évaluation des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme. Ces estimations reposent sur des jugements subjectifs ou complexes à l'égard de questions pouvant comporter des incertitudes et toute révision de ces estimations pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. L'illiquidité des marchés du crédit, la volatilité des titres de capitaux propres, la fluctuation des cours du change, la conjoncture des marchés de l'énergie et la baisse des dépenses à la consommation ont tous contribué à l'accroissement de l'incertitude inhérente à ces estimations et hypothèses. Puisque les événements futurs et leurs répercussions ne peuvent être prévus avec précision, les résultats réels pourraient considérablement différer de ces estimations.

Note 3. Charges d'intérêts nettes et autres charges financières

(en millions de dollars canadiens)	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)	6 octobre 2012 (40 semaines)	8 octobre 2011 (40 semaines)
Charges d'intérêts et autres charges financières				
Dette à long terme	87 \$	86 \$	219 \$	215 \$
Obligations au titre des régimes à prestations définies et des autres régimes d'avantages à long terme	27	27	67	69
Emprunts liés aux créances sur cartes de crédit	11	11	28	33
Fiducies de financement indépendantes	5	4	12	12
Dividendes sur les titres de participation	4	4	11	11
Moins les intérêts inscrits à l'actif	-	-	(1)	(1)
	134	132	336	339
Produits d'intérêts				
Rendement attendu des actifs des régimes	(24)	(25)	(61)	(62)
Produits de désactualisation	(6)	(6)	(14)	(15)
Produits d'intérêts à court terme	(2)	(1)	(6)	(5)
Instruments financiers dérivés	(2)	(5)	(3)	(11)
Dépôts de garantie	-	-	(1)	-
	(34)	(37)	(85)	(93)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	100 \$	95 \$	251 \$	246 \$

Note 4. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat s'est chiffrée à 83 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2012 (90 millions de dollars en 2011) et à 176 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (228 millions de dollars en 2011). Le taux d'impôt effectif s'est établi à 27,2 % pour le troisième trimestre de 2012 (27,6 % en 2011) et à 25,8 % pour l'exercice à ce jour (27,7 % en 2011). Ces diminutions s'expliquent essentiellement par d'autres réductions des taux d'impôt prévus par la loi du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'Ontario et par le recouvrement au titre de la réévaluation des actifs d'impôt différé comptabilisés lors de l'adoption du taux d'impôt des sociétés révisé de l'Ontario, éléments qui ont été en partie compensés par une augmentation des montants non déductibles. Pour l'exercice à ce jour, le taux d'impôt effectif a également subi l'incidence d'une diminution de la charge d'impôt sur le résultat liée à certaines questions fiscales datant d'exercices précédents.

Note 5. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)	6 octobre 2012 (40 semaines)	8 octobre 2011 (40 semaines)
Bénéfice net aux fins du calcul du bénéfice de base par action	222 \$	236 \$	507 \$	595 \$
Incidence des dividendes sur les titres de participation	4	4	11	11
Incidence des contrats à livrer sur actions	(2)	–	–	–
Bénéfice net aux fins du calcul du bénéfice dilué par action	224 \$	240 \$	518 \$	606 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	281,4	282,0	281,4	281,6
Effet dilutif des titres de participation (en millions)	7,0	6,4	7,0	6,4
Effet dilutif de la rémunération fondée sur des actions (en millions)	0,3	0,5	0,3	0,7
Effet dilutif des contrats à livrer sur actions (en millions)	0,8	–	–	–
Effet dilutif de certains autres passifs (en millions)	1,0	1,0	1,0	1,0
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	290,5	289,9	289,7	289,7
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,79 \$	0,84 \$	1,80 \$	2,11 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,77 \$	0,83 \$	1,79 \$	2,09 \$

Pour le troisième trimestre de 2012, 11 246 848 instruments potentiellement dilutifs (8 787 879 en 2011) et pour l'exercice à ce jour, 11 904 396 instruments potentiellement dilutifs (8 688 052 en 2011) ont respectivement été exclus du calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire parce qu'ils avaient un effet antidilutif.

Note 6. Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie

Les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des placements à court terme et des dépôts de garantie se détaillent comme suit :

Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions de dollars canadiens)	Au 6 octobre 2012	Au 8 octobre 2011	Au 31 décembre 2011
Trésorerie	172 \$	191 \$	232 \$
Équivalents de trésorerie :			
Acceptations bancaires	168	38	150
Bons du Trésor	219	531	227
Dépôts à terme bancaires	47	100	170
Papier commercial de sociétés	122	102	132
Titres d'État	21	25	–
Autres	–	–	55
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	749 \$	987 \$	966 \$

Placements à court terme

(en millions de dollars canadiens)	Au 6 octobre 2012	Au 8 octobre 2011	Au 31 décembre 2011
Acceptations bancaires	16 \$	– \$	– \$
Bons du Trésor	382	180	252
Papier commercial de sociétés	161	341	280
Titres d'État	276	200	221
Autres	1	99	1
Total des placements à court terme	836 \$	820 \$	754 \$

Dépôts de garantie

(en millions de dollars canadiens)	Au 6 octobre 2012	Au 8 octobre 2011	Au 31 décembre 2011
Trésorerie	90 \$	– \$	85 \$
Bons du Trésor	118	115	108
Titres d'État	35	69	73
Total des dépôts de garantie	243 \$	184 \$	266 \$

Note 7. Créances sur cartes de crédit

Les composantes des créances sur cartes de crédit se détaillent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 6 octobre 2012	Au 8 octobre 2011	Au 31 décembre 2011
Montant brut des créances sur cartes de crédit	2 112 \$	1 944 \$	2 138 \$
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	(39)	(33)	(37)
Créances sur cartes de crédit	2 073 \$	1 911 \$	2 101 \$
Créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes			
Créances titrisées auprès d' <i>Eagle Credit Card Trust</i> ¹⁾	600	600	600
Créances titrisées auprès d'autres fiducies de titrisation indépendantes ²⁾	905	905	905

1) La société consolide les résultats d'*Eagle Credit Card Trust* à titre d'entité ad hoc aux termes de l'interprétation SIC-12. Le passif connexe d'*Eagle Credit Card Trust* est comptabilisé dans la dette à long terme.

2) Le passif connexe des autres fiducies de titrisation indépendantes est comptabilisé dans la dette à court terme.

La société, par l'intermédiaire de la Banque le Choix du Président (la « Banque PC »), participe à divers programmes de titrisation qui constituent la principale source de fonds pour l'exercice de ses activités liées aux cartes de crédit. La Banque PC vend à l'occasion des créances sur cartes de crédit à des fiducies de titrisation indépendantes, notamment *Eagle Credit Card Trust* (« Eagle »), et à d'autres fiducies de titrisation indépendantes, selon ses besoins en matière de financement. Après la clôture du troisième trimestre de 2012, la Banque PC a modifié l'échéance de deux de ses ententes conclues avec les fiducies de titrisation indépendantes, qui était prévue pour le troisième trimestre de 2013 pour la repousser au deuxième trimestre de 2015. Les autres modalités demeureront essentiellement les mêmes.

La société ne décomptabilise pas les créances sur cartes de crédit liées aux autres fiduciaires de titrisation indépendantes puisque la Banque PC doit assumer une partie des pertes sur cartes de crédit connexes. Par conséquent, la société n'a pas transféré la quasi-totalité des risques et des avantages liés à ces actifs et elle continue de les comptabiliser à titre de créances sur cartes de crédit. Les passifs connexes sont garantis par les créances sur cartes de crédit et sont comptabilisés comme des opérations de financement. Les passifs sont inclus dans la dette à court terme, selon leurs caractéristiques, et sont comptabilisés au coût amorti (voir la note 11).

La société a fourni, au nom de la Banque PC, des lettres de crédit représentant 9 % (9 % au 8 octobre 2011; 9 % au 31 décembre 2011) du passif titrisé en cours en faveur des autres fiduciaires de titrisation indépendantes d'un montant de 81 millions de dollars (81 millions de dollars au 8 octobre 2011; 81 millions de dollars au 31 décembre 2011). En cas de baisse substantielle des produits tirés des créances sur cartes de crédit titrisées ou de leur valeur, les autres fiduciaires de titrisation indépendantes pourraient utiliser ces lettres de crédit pour recouvrer jusqu'à concurrence du montant correspondant aux lettres de crédit en cours. Dans le cadre de ses programmes de titrisation, la Banque PC est tenue de maintenir en tout temps un solde de son portefeuille de créances sur cartes de crédit équivalant à au moins 107 % du passif titrisé en cours.

Note 8. Stocks

Pour les stocks comptabilisés au 6 octobre 2012, la société a comptabilisé une charge de 11 millions de dollars (16 millions de dollars au 8 octobre 2011) pour l'exercice à ce jour au titre de la dévaluation des stocks afin de les ramener à la valeur nette de réalisation. Cette réduction de valeur est incluse dans le coût des marchandises vendues au compte consolidé de résultat. Il n'y a eu aucune reprise liée à des stocks précédemment dévalués au cours du trimestre clos le 6 octobre 2012 (néant au 8 octobre 2011).

Note 9. Goodwill et immobilisations incorporelles

La Société a comptabilisé des entrées de goodwill et d'immobilisations incorporelles de 3 millions de dollars au troisième trimestre de 2012 (1 million de dollars en 2011) et de 44 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (6 millions de dollars en 2011), dont une tranche de 2 millions de dollars (néant en 2011) au troisième trimestre de 2012 et de 32 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (néant en 2011) était liée à l'achat des dossiers d'ordonnances de 106 magasins Zellers Inc., lesquels étaient classés dans les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée.

Note 10. Autres actifs

(en millions de dollars canadiens)	Au 6 octobre 2012	Au 8 octobre 2011	Au 31 décembre 2011
Juste valeur des swaps entre monnaies (note 17)	126 \$	92 \$	103 \$
Placements divers et autres créances	131	135	166
Autres	38	42	32
Autres actifs	295 \$	269 \$	301 \$

Note 11. Dette à court terme

Au cours du troisième trimestre de 2012 et de l'exercice à ce jour, la Banque PC n'a procédé ni à la titrisation de créances sur cartes de crédit (respectivement néant et 370 millions de dollars pour les périodes correspondantes de 2011) ni au rachat de droits de copropriété auprès des autres fiduciaires de titrisation indépendantes (néant en 2011) (voir la note 7).

Note 12. Dette à long terme

Certificats de placement garanti La Banque PC a vendu, par l'intermédiaire de courtiers indépendants, des certificats de placement garanti (les « CPG ») pour 13 millions de dollars au troisième trimestre de 2012 (80 millions de dollars en 2011) et 15 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (261 millions de dollars en 2011). De plus, des CPG de 4 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2012 (4 millions de dollars en 2011) et de 47 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (4 millions de dollars en 2011) sont arrivés à échéance et ont été remboursés. Au 6 octobre 2012, des CPG en cours de 244 millions de dollars (275 millions de dollars au 8 octobre 2011; 276 millions de dollars au 31 décembre 2011) ont été comptabilisés dans la dette à long terme de la société, dont une tranche de 35 millions de dollars (47 millions de dollars au 8 octobre 2011; 46 millions de dollars au 31 décembre 2011) a été comptabilisée dans la tranche à moins d'un an de la dette à long terme.

Fiducies de financement indépendantes Au deuxième trimestre 2012, la société a modifié et rehaussé la facilité de crédit engagée renouvelable qui constitue la source de financement des fiducies de financement indépendantes, pour la faire passer de 475 millions de dollars à 575 millions de dollars. Les autres modalités sont demeurées essentiellement inchangées. Cette facilité porte intérêt à un taux variable et vient à échéance en 2014. Au 6 octobre 2012, les fiducies de financement indépendantes avaient prélevé 458 millions de dollars sur cette facilité de crédit engagée (420 millions de dollars au 8 octobre 2011; 424 millions de dollars au 31 décembre 2011).

La société accorde un rehaussement de crédit sous forme de lettre de garantie en faveur des fiducies de financement indépendantes correspondant à au moins 10 % du capital des prêts en cours. Au 6 octobre 2012, la société avait émis une lettre de crédit de 48 millions de dollars (48 millions de dollars au 8 octobre 2011; 48 millions de dollars au 31 décembre 2011).

Facilité de crédit engagée Au cours du premier trimestre de 2012, la société a renouvelé sa facilité de crédit engagée existante de 800 millions de dollars et l'a prorogée jusqu'en mars 2017. Les clauses restrictives financières d'importance auxquelles la société est assujettie aux termes de cette entente demeurent essentiellement les mêmes. Au 6 octobre 2012, au 8 octobre 2011 et au 31 décembre 2011, la société n'avait prélevé aucun montant sur cette facilité.

Billets émis aux termes d'un placement privé Au 6 octobre 2012, des billets de 294 millions de dollars (312 millions de dollars au 8 octobre 2011; 306 millions de dollars au 31 décembre 2011) émis aux termes d'un placement privé ont été comptabilisés dans la dette à long terme. De ces billets, un montant de 147 millions de dollars (néant au 8 octobre 2011 et au 31 décembre 2011) a été comptabilisé comme tranche à moins d'un an de la dette à long terme.

Billets de Les Compagnies Loblaw limitée Au cours du premier trimestre de 2011, un billet à moyen terme à 6,50 % de 350 millions de dollars émis par la société et exigible le 19 janvier 2011 est arrivé à échéance et a été remboursé.

Fiducie de titrisation indépendante Au premier trimestre de 2011, des billets de premier rang et des billets subordonnés d'un total de 500 millions de dollars émis par *Eagle* et exigibles le 17 mars 2011 sont arrivés à échéance et ont été remboursés.

Note 13. Autres passifs

(en millions de dollars canadiens)	Au 6 octobre 2012	Au 8 octobre 2011	Au 31 décembre 2011
Passif au titre des régimes à prestations définies (note 15)	571 \$	522 \$	579 \$
Passif au titre des autres avantages du personnel à long terme	112	106	118
Remises des fournisseurs reportées	26	34	32
Passif au titre de la rémunération fondée sur des actions (note 16)	16	13	15
Autres	170	169	173
Autres passifs	895 \$	844 \$	917 \$

Note 14. Capital social

Actions ordinaires (nombre illimité autorisé) À la clôture du troisième trimestre de 2012, le nombre d'actions ordinaires émises et en circulation de la société s'établissait à 281 451 638 (281 746 129 au 8 octobre 2011; 281 385 318 au 31 décembre 2011).

Dividendes Après la clôture du troisième trimestre, la société a modifié sa politique en matière de dividende qui stipule maintenant que la déclaration, le paiement et le montant des dividendes sur les actions ordinaires de la société sont laissés à la discrétion du Conseil, lequel tient compte des résultats financiers de la société, de ses exigences en matière de capital, de ses flux de trésorerie disponibles et des perspectives quant à ses activités et, à l'occasion, d'autres facteurs qu'il juge pertinents. À long terme, la société a l'intention d'augmenter le montant des dividendes tout en conservant suffisamment de flux de trésorerie disponibles pour financer sa croissance future. Le Conseil de la société a déclaré un dividende de 0,21 \$ par action ordinaire pour le troisième trimestre de 2012 (0,21 \$ en 2011), payable le 1^{er} octobre 2012, ainsi qu'un dividende de 0,63 \$ par action ordinaire pour l'exercice à ce jour (0,63 \$ en 2011). De plus, il a déclaré un dividende de 0,37 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série A (0,37 \$ en 2011), payable le 31 octobre 2012, et un dividende de 1,12 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série A pour l'exercice à ce jour (1,12 \$ en 2011). Aux fins de la présentation des états financiers, les dividendes de 4 millions de dollars sur les actions privilégiées de deuxième rang, série A (4 millions de dollars en 2011) et de 11 millions de dollars (11 millions de dollars en 2011), respectivement, pour les périodes de 16 et de 40 semaines closes le 6 octobre 2012 et le 8 octobre 2011 sont inclus dans le poste « Charges d'intérêts nettes et autres charges financières » du compte consolidé résumé de résultat (voir la note 3). Après la clôture du troisième trimestre de 2012, le Conseil a augmenté d'environ 4,8 % le dividende trimestriel pour le porter à 0,22 \$ par action ordinaire, payable le 30 décembre 2012, et a déclaré un dividende trimestriel de 0,37 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série A, payable le 31 janvier 2013.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités La société a racheté, aux fins d'annulation, 65 731 actions ordinaires au cours du troisième trimestre de 2012 (526 267 en 2011) et 177 477 actions ordinaires depuis le début de l'exercice (606 267 en 2011), ce qui a donné lieu à la comptabilisation, dans les résultats non distribués, d'une charge de 2 millions de dollars pour le trimestre (19 millions de dollars en 2011) et de 5 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (19 millions de dollars en 2011) au titre de la prime sur les actions ordinaires, ainsi qu'à une réduction du capital social ordinaire d'un montant négligeable pour le trimestre (montant négligeable en 2011) et de 1 million de dollars pour l'exercice à ce jour (3 millions de dollars en 2011). Au cours du deuxième trimestre de 2012, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à la Bourse de Toronto (la « TSX »), d'au plus 14 070 352 de ses actions ordinaires (14 096 437 en 2011), ou la conclusion de dérivés sur actions à cette fin, représentant environ 5 % des actions ordinaires en circulation. Conformément aux statuts et règlements de la TSX, la société peut racheter ses actions à un prix égal à leur cours à la date de l'acquisition.

Note 15. Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme

Les coûts et les (gains actuariels) pertes actuarielles liés aux avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme de la société ont été comptabilisés comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)	6 octobre 2012 (40 semaines)	8 octobre 2011 (40 semaines)
Coût des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisé dans le résultat opérationnel	43 \$	39 \$	113 \$	101 \$
Coût des autres avantages du personnel à long terme comptabilisé dans le résultat opérationnel	5	3	15	8
Coût des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages du personnel à long terme comptabilisé dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 3)	3	2	6	7
(Gains actuariels) pertes actuarielles avant impôt comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	(35)	133	52	218

Le coût des avantages postérieurs à l'emploi comprend le coût lié aux régimes à prestations définies et aux régimes de retraite à cotisations définies de la société, de même que le coût lié aux régimes de retraite multi-employeurs auxquels la société participe. Le coût des autres avantages à long terme comprend le coût lié au régime d'invalidité de longue durée qu'offre la société. Les gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat global au troisième trimestre de 2012 sont attribuables des rendements des actifs supérieurs à ceux qui étaient attendus, partiellement contrebalancés par une diminution des taux d'actualisation. Pour l'exercice à ce jour, les pertes actuarielles comptabilisées dans les autres éléments du résultat global sont principalement imputables à une diminution des taux d'actualisation, en partie compensée par un rendement des actifs supérieur à ce qui était attendu. Pour le troisième trimestre de 2011 et pour les trois premiers trimestres de 2011, les pertes actuarielles comptabilisées dans les autres éléments du résultat global étaient essentiellement attribuables à une diminution des taux d'actualisation et à un rendement des actifs inférieur à ce qui était attendu.

Note 16. Rémunération fondée sur des actions

Le montant net de la charge de rémunération fondée sur des actions de la société qui a été comptabilisé dans les frais de vente et charges générales et administratives au titre de ses régimes d'options sur actions, d'unités d'actions temporairement inaccessibles et d'unités d'actions au rendement (les « UAR »), y compris les contrats à livrer sur actions de Glenhuron Bank Limited (« Glenhuron »), filiale détenue totalement par la société, se présente comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)	6 octobre 2012 (40 semaines)	8 octobre 2011 (40 semaines)
Charge découlant du régime d'options sur actions	6 \$	5 \$	14 \$	8 \$
Charge (produit) découlant des contrats à livrer sur actions	(2)	2	4	4
Charge découlant des régimes d'unités d'actions temporairement inaccessibles et d'UAR	5	8	8	11
Charge nette découlant de la rémunération fondée sur des actions	9 \$	15 \$	26 \$	23 \$

La valeur comptable des accords de rémunération fondée sur des actions de la société, notamment les régimes d'options sur actions, d'unités d'actions temporairement inaccessibles, d'UAR, d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs et d'unités d'actions différées à l'intention des dirigeants est inscrite au bilan comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 6 octobre 2012	Au 8 octobre 2011	Au 31 décembre 2011
Fournisseurs et autres passifs	11 \$	17 \$	15 \$
Autres passifs	16	13	15
Surplus d'apport	58	45	48

Régime d'options sur actions Lors de l'Assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 3 mai 2012, les actionnaires ont approuvé une modification au régime d'options sur actions de la société selon laquelle le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises aux termes du régime a été majoré de 14 428 484 actions ordinaires pour s'établir à 28 137 162 actions ordinaires. Cette modification a donné lieu à une augmentation du nombre d'actions ordinaires autorisées de la société pouvant être émises aux termes du Régime d'options d'achat d'actions de 5 % à 10 % du nombre total d'actions ordinaires émises et en circulation.

En date du 22 février 2011, la société a modifié son régime d'options sur actions de sorte que le droit de recevoir un paiement en trésorerie au lieu d'exercer une option contre des actions a été supprimé. Par conséquent, le montant de 42 millions de dollars qui avait été comptabilisé dans les fournisseurs et autres passifs ainsi que dans les autres passifs a été reclassé dans le surplus d'apport.

Le tableau qui suit présente l'activité du régime d'options sur actions de la société :

(Nombre d'options)	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)	6 octobre 2012 (40 semaines)	8 octobre 2011 (40 semaines)
Options en cours à l'ouverture de la période	14 122 241	11 395 732	10 750 993	9 320 865
Attribution	9 680	179 509	4 576 982	3 320 756
Exercice	(121 228)	(25 619)	(243 797)	(631 886)
Renonciation/annulation	(16 190)	(282 420)	(547 946)	(742 533)
Expiration	(29 120)	–	(570 849)	–
Options en cours à la clôture de la période	13 965 383	11 267 202	13 965 383	11 267 202

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Au cours du troisième trimestre de 2012, la société a attribué 9 680 options sur actions (179 509 en 2011) à un prix d'exercice de 32,53 \$ (prix d'exercice moyen pondéré de 37,63 \$ en 2011). La juste valeur calculée selon le modèle d'évaluation des options sur actions de Black et Scholes s'est établie à un montant négligeable (1 million de dollars en 2011). De plus, au cours du troisième trimestre de 2012, la société a émis, à l'exercice d'options sur actions, 121 228 actions ordinaires (25 619 en 2011) et 243 797 (631 886 en 2011) pour l'exercice à ce jour et a reçu une contrepartie en trésorerie de 3 millions de dollars (montant négligeable en 2011) et de 7 millions de dollars (19 millions de dollars en 2011) pour l'exercice à ce jour.

Le tableau qui suit présente les hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur, à la date d'attribution, des options attribuées au cours du troisième trimestre de 2012 et du deuxième trimestre de 2011 au moyen du modèle d'évaluation des options sur actions de Black et Scholes :

	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)
Taux de dividende attendu	2,6 %	2,3 %
Volatilité attendue du cours de l'action	22,6 % – 23,4 %	22,1 % – 24,4 %
Taux d'intérêt sans risque	1,3 % – 1,5 %	1,7 % – 2,4 %
Durée de vie attendue des options	4,2 ans – 6,5 ans	4,4 ans – 6,4 ans

Le taux de dividende attendu est estimé d'après les dividendes annuels déclarés avant la date d'attribution des options sur actions et le cours de clôture de l'action à la date d'attribution des options sur actions.

La volatilité attendue du cours de l'action est estimée d'après la volatilité historique du cours de l'action de la société sur une période qui correspond à la durée de vie attendue des options.

Le taux d'intérêt sans risque est estimé en fonction du rendement des obligations du gouvernement du Canada à la date de l'attribution pour une échéance correspondant à la durée de vie attendue des options.

L'incidence de l'exercice attendu d'options avant l'échéance est prise en compte dans la durée de vie moyenne pondérée attendue des options, laquelle se fonde sur l'expérience historique et le comportement général du détenteur de l'option.

Les taux de renonciation estimés sont pris en compte dans l'évaluation de la charge liée aux options sur actions. Un taux de renonciation annuel de 16,3 % a été appliqué au 6 octobre 2012 (16,2 % au 8 octobre 2011; 16,3 % au 31 décembre 2011).

Contrats à livrer sur actions Les contrats à livrer sur actions de Glenhuron se résument comme suit :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Au 6 octobre 2012	Au 8 octobre 2011	Au 31 décembre 2011
Contrats en cours (en millions)	1,1	1,5	1,1
Prix à terme moyen par action (en dollars)	56,41 \$	56,22 \$	56,38 \$
Produits d'intérêts par action (en dollars)	(0,02) \$	– \$	(0,05) \$
Perte latente comptabilisée dans les fournisseurs et autres passifs	25 \$	29 \$	20 \$

Régime d'unités d'actions temporairement inaccessibles L'activité du régime d'unités d'actions temporairement inaccessibles de la société se résume comme suit :

(Nombre d'attributions)	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)	6 octobre 2012 (40 semaines)	8 octobre 2011 (40 semaines)
Unités d'actions temporairement inaccessibles à l'ouverture de la période	1 192 699	1 044 727	1 119 496	1 045 346
Attribution	798	188 628	377 540	540 999
Règlement	(63 818)	(24 065)	(332 595)	(345 850)
Renonciation/annulation	(900)	(22 816)	(35 662)	(54 021)
Unités d'actions temporairement inaccessibles à la clôture de la période	1 128 779	1 186 474	1 128 779	1 186 474
Unités d'actions temporairement inaccessibles réglées (en millions de dollars canadiens)	2 \$	1 \$	11 \$	13 \$

Au 6 octobre 2012, la valeur intrinsèque des unités d'actions temporairement inaccessibles dont les droits avaient été acquis s'établissait à 17 millions de dollars (21 millions de dollars au 8 octobre 2011; 22 millions de dollars au 31 décembre 2011).

Régime d'unités d'actions au rendement Au premier trimestre de 2012, le Conseil a approuvé un régime en vertu duquel des unités d'actions au rendement peuvent être attribuées à certains membres du personnel cadre. Les attributions d'UAR donnent le droit aux membres du personnel cadre de recevoir un paiement en espèces correspondant au cours moyen pondéré de l'action ordinaire de Loblaw à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours de bourse précédant la clôture d'une période de rendement de trois ans, multiplié par le nombre d'unités dont les droits deviennent acquis. Le nombre d'unités dont les droits deviennent acquis fluctuera en fonction de l'atteinte d'objectifs de rendement précis. Pour chaque UAR dont l'acquisition est attendue, la société comptabilise dans les frais de vente et charges générales et administratives une charge de rémunération égale au cours de l'action ordinaire de Loblaw, moins la valeur actualisée nette des flux de dividendes attendus à la date à laquelle les UAR sont attribuées à chaque participant. La charge de rémunération est répartie proportionnellement sur la période de rendement, de façon à rendre compte des variations du cours de l'action ordinaire de Loblaw et du nombre d'UAR dont l'acquisition est attendue jusqu'à la fin de la période de rendement, selon l'atteinte des objectifs de rendement connexes. Les renonciations sont estimées à la date d'attribution et sont révisées pour rendre compte de tout changement au titre des renonciations attendues ou réelles.

L'activité du régime d'UAR de la société se résume comme suit :

(Nombre d'attributions)	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)	6 octobre 2012 (40 semaines)	8 octobre 2011 (40 semaines)
UAR à l'ouverture de la période	50 818	–	–	–
Attribution	–	–	50 818	–
UAR à la clôture de la période	50 818	–	50 818	–

Au 6 octobre 2012, la valeur intrinsèque des UAR dont les droits avaient été acquis était négligeable.

Note 17. Instruments financiers

Swaps entre monnaies Au 6 octobre 2012, Glenhuron détenait des swaps entre monnaies visant l'échange de dollars américains contre 1 200 millions de dollars canadiens (1 247 millions de dollars au 8 octobre 2011; 1 252 millions de dollars au 31 décembre 2011) et venant à échéance d'ici 2019. Au cours du troisième trimestre de 2012, un profit lié à la juste valeur de 50 millions de dollars (perte de 72 millions de dollars en 2011) et un profit de 50 millions de dollars (perte de 50 millions de dollars en 2011) pour l'exercice à ce jour ont été comptabilisés dans le résultat opérationnel relativement à ces swaps entre monnaies. De plus, au troisième trimestre de 2012, la société a comptabilisé dans le résultat opérationnel une perte de change de 47 millions de dollars (profit de 65 millions de dollars en 2011) et une perte de 47 millions de dollars (profit de 45 millions de dollars en 2011) pour l'exercice à ce jour liés à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux placements à court terme et aux dépôts de garantie de 1 112 millions de dollars américains (1 088 millions de dollars au 8 octobre 2011; 1 073 millions de dollars au 31 décembre 2011) détenus principalement par Glenhuron (voir la note 6).

En 2008, la société a eu recours à des swaps entre monnaies à taux fixe visant l'échange de 148 millions de dollars canadiens contre 150 millions de dollars américains et venant à échéance au deuxième trimestre de 2013 et a conclu d'autres swaps entre monnaies à taux fixe visant l'échange de 148 millions de dollars canadiens contre 150 millions de dollars américains, qui viennent à échéance en 2015. Au cours du troisième trimestre de 2012, la société a comptabilisé dans le résultat opérationnel une perte latente liée à la juste valeur de 14 millions de dollars (profit de 15 millions de dollars en 2011) et une perte de 12 millions de dollars (profit de 9 millions de dollars en 2011) pour l'exercice à ce jour sur ces swaps entre monnaies. De plus, au troisième trimestre de 2012, la société a comptabilisé dans le résultat opérationnel un profit de change latent de 12 millions de dollars (perte de 18 millions de dollars en 2011) et un profit de 12 millions de dollars (perte de 12 millions de dollars en 2011) pour l'exercice à ce jour se rapportant aux billets émis aux termes du placement privé de 300 millions de dollars (voir la note 12).

Swaps de taux d'intérêt La société conserve un montant notionnel de 150 millions de dollars (150 millions de dollars au 8 octobre 2011; 150 millions de dollars au 31 décembre 2011) dans des swaps de taux d'intérêt échéant d'ici le troisième trimestre de 2013, sur lesquels elle paie un taux fixe de 8,38 %. Pour le troisième trimestre de 2012, la société a comptabilisé dans le résultat opérationnel un profit lié à la juste valeur relatif à ces swaps de 2 millions de dollars (perte négligeable en 2011) et un profit de 5 millions de dollars (2 millions de dollars en 2011) pour l'exercice à ce jour.

Contrats à livrer sur actions Au 6 octobre 2012, Glenhuron détenait des contrats à livrer sur actions visant l'achat d'actions ordinaires de Loblaw, échéant au premier trimestre de 2013. Voir la note 16 pour un complément d'information sur les dérivés sur actions.

Note 18. Passifs éventuels

La société est partie et éventuellement assujettie à diverses réclamations de tiers dans le cours normal de ses activités se rapportant, entre autres, aux réclamations liées à la responsabilité du fait des produits, à la main-d'œuvre et à l'emploi, à la réglementation et à l'environnement. De plus, la société est partie et éventuellement assujettie aux vérifications habituelles des administrations fiscales fédérale et provinciales relativement à l'impôt sur le résultat, à l'impôt sur le capital et aux impôts indirects et, par conséquent, pourrait faire l'objet de cotisations fiscales ou de nouvelles cotisations. Bien que l'issue de ces procédures ne puisse être prévue avec certitude, la direction considère actuellement que le risque auquel la société est exposée en raison de tels réclamations et litiges, dans la mesure où le risque n'est pas couvert par des polices d'assurance de la société ou autrement, n'est pas suffisamment important pour être présenté dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités, mais il pourrait avoir une incidence importante dans les périodes futures.

Actions en justice La société peut faire l'objet de diverses poursuites et réclamations dans le cours normal de ses activités. Le résultat de ces poursuites et réclamations demeure incertain. Cependant, compte tenu de l'information dont elle dispose à ce jour, la société ne prévoit pas que ces poursuites et réclamations auront une incidence importante, individuellement ou collectivement, sur ses activités.

Fiscalité et réglementation La société est régulièrement assujettie aux vérifications fiscales de divers organismes gouvernementaux et organismes de réglementation. Par conséquent, il pourrait arriver de temps à autre que les administrations fiscales ne soient pas en accord avec les positions et les conclusions adoptées par la société dans ses déclarations de revenus ou que la législation soit modifiée, ce qui pourrait donner lieu à de nouvelles cotisations. Ces nouvelles cotisations pourraient avoir une incidence importante sur la société au cours des périodes futures.

Au troisième trimestre de 2012, la société a reçu un avis de l'Agence du revenu du Canada selon lequel cette dernière manifestait son intention d'émettre un nouvel avis de cotisation à l'égard du traitement fiscal de Glenhuron, filiale entièrement détenue par la société. À ce stade, il n'est pas possible de quantifier la nouvelle cotisation envisagée. Bien que la société ne prévoie pas que le montant final soit important, elle ne peut en avoir la certitude et il pourrait résulter de cette nouvelle cotisation une charge importante pour la société au cours de périodes ultérieures.

Dispositions d'indemnisation De temps à autre, la société conclut des ententes dans le cours normal de ses activités, notamment des ententes de service et d'impartition et des contrats de location, dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs. De par leur nature, ces ententes peuvent prévoir des indemnisations à des contreparties. Ces dispositions d'indemnisation peuvent toucher des violations de déclaration ou de garantie de même que des réclamations futures à l'égard de certains passifs, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Les modalités de ces dispositions d'indemnisation sont de durées variées et peuvent s'échelonner sur une période illimitée. Compte tenu de la nature de ces dispositions d'indemnisation, la société n'est pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable le montant total maximal du passif éventuel auquel elle pourrait être assujettie puisque certaines dispositions d'indemnisation ne prévoient pas de montant maximal éventuel et que les montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont, pour le moment, ni la nature ni la probabilité ne peuvent être prévues. Par le passé, la société n'a versé aucun montant important au titre de telles dispositions d'indemnisation.

Note 19. Garanties financières

Au deuxième trimestre de 2012, la société a rehaussé sa garantie envers MasterCard^{MD} International Incorporated au nom de la Banque PC, la faisant passer de 180 millions de dollars américains à 230 millions de dollars américains, en raison essentiellement d'une hausse du nombre de comptes actifs.

Note 20. Événement postérieur à la date de clôture

Après la clôture du troisième trimestre de 2012, la société a annoncé un plan de compression du personnel de son siège social et du personnel occupant des postes administratifs. Ce plan, qui vise principalement des postes de gestionnaires et d'employés de bureau, devrait toucher environ 700 postes. La société prévoit comptabiliser une charge estimative de 60 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 afin de tenir compte du coût prévu des compressions planifiées.

Note 21. Informations sectorielles

La société compte deux secteurs opérationnels à présenter, dont les principales activités sont exercées au Canada :

- le secteur **Vente au détail**, qui comprend principalement les produits alimentaires, ainsi que les produits pharmaceutiques, les postes d'essence, les vêtements et les autres articles de marchandise générale;
- le secteur **Services financiers**, qui comprend les services de cartes de crédit, le programme de fidélisation de la clientèle, les services de courtage d'assurance, les services bancaires aux particuliers offerts par l'intermédiaire d'une grande banque à charte canadienne, les services de dépôt ainsi que les services de télécommunications.

Le principal décideur opérationnel de la société apprécie la performance de chaque secteur en fonction de son résultat opérationnel, tel qu'il est indiqué dans les rapports de gestion internes présentés périodiquement à la direction. Cette mesure de la performance est utilisée parce qu'elle est considérée comme la mesure la plus pertinente pour évaluer les résultats des secteurs par rapport à ceux d'autres entités évoluant au sein des mêmes secteurs d'activité.

Les résultats et les actifs sectoriels comprennent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués selon une méthode raisonnable. L'intégration du secteur Vente au détail et du secteur Services financiers s'effectue à différents niveaux. Cette intégration comprend les charges partagées liées aux marques de la société, à son programme de fidélisation de la clientèle, à l'étalage en magasin et à certains services administratifs. Les transactions intersectorielles sont comptabilisées comme si elles avaient été conclues avec des parties externes.

L'information sur les activités opérationnelles de chaque secteur opérationnel à présenter est incluse ci-après.

(en millions de dollars canadiens)	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)	6 octobre 2012 (40 semaines)	8 octobre 2011 (40 semaines)
Produits				
Vente au détail	9 627 \$	9 563 \$	23 671 \$	23 477 \$
Services financiers ¹⁾	200	164	468	400
Chiffres consolidés	9 827 \$	9 727 \$	24 139 \$	23 877 \$

1) Les produits du secteur Services financiers comprennent des produits d'intérêts de 84 millions de dollars (77 millions de dollars au 8 octobre 2011) au troisième trimestre de 2012 et de 207 millions de dollars (193 millions de dollars en 2011) pour l'exercice à ce jour.

(en millions de dollars canadiens)	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)	6 octobre 2012 (40 semaines)	8 octobre 2011 (40 semaines)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles				
Vente au détail	238 \$	215 \$	582 \$	523 \$
Services financiers	3	3	8	6
Chiffres consolidés	241 \$	218 \$	590 \$	529 \$

(en millions de dollars canadiens)	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)	6 octobre 2012 (40 semaines)	8 octobre 2011 (40 semaines)
Résultat opérationnel				
Vente au détail	373 \$	397 \$	873 \$	1 015 \$
Services financiers	32	24	61	54
Chiffres consolidés	405 \$	421 \$	934 \$	1 069 \$

(en millions de dollars canadiens)	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)	6 octobre 2012 (40 semaines)	8 octobre 2011 (40 semaines)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières				
Vente au détail	87 \$	81 \$	217 \$	209 \$
Services financiers	13	14	34	37
Chiffres consolidés	100 \$	95 \$	251 \$	246 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 6 octobre 2012	Au 8 octobre 2011	Au 31 décembre 2011
Total des actifs			
Vente au détail	14 975 \$	14 636 \$	15 098 \$
Services financiers	2 379	2 273	2 330
Chiffres consolidés	17 354 \$	16 909 \$	17 428 \$

(en millions de dollars canadiens)	6 octobre 2012 (16 semaines)	8 octobre 2011 (16 semaines)	6 octobre 2012 (40 semaines)	8 octobre 2011 (40 semaines)
Entrées d'immobilisations corporelles, de goodwill et d'immobilisations incorporelles				
Vente au détail	289 \$	325 \$	688 \$	643 \$
Services financiers	3	-	12	3
Chiffres consolidés	292 \$	325 \$	700 \$	646 \$

Annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités portant sur le ratio de couverture par le bénéfice

Le tableau qui suit présente le ratio de couverture par le bénéfice à jour de la société pour la période de 52 semaines consécutives close le 6 octobre 2012 dans le cadre du prospectus préalable de base simplifié daté du 25 novembre 2010 de la société.

Ratio de couverture des passifs financiers par le bénéfice	3,55 fois
--	-----------

Le ratio de couverture des passifs financiers par le bénéfice correspond au bénéfice net avant intérêts sur la dette à court terme, intérêts sur la dette à long terme, dividendes sur les titres de participation et impôt sur le résultat, divisé par les intérêts sur la dette à court terme, les intérêts sur la dette à long terme et les dividendes sur les titres de participation, comme il est indiqué dans les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés de la société pour la période.

Sommaire financier¹⁾

Au 6 octobre 2012 et au 8 octobre 2011 et pour les périodes closes à ces dates (non audité)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2012 (16 semaines)	2011 (16 semaines)
Résultats opérationnels consolidés		
Produits	9 827 \$	9 727 \$
Résultat opérationnel	405	421
BAIIA ²⁾	646	639
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	100	95
Bénéfice net	222	236
Situation financière consolidée et flux de trésorerie consolidés		
Fonds de roulement ¹⁾	1 748	1 976
Montant ajusté de la dette ²⁾	4 820	4 741
Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie	1 828	1 991
Rentrées nettes liées aux activités opérationnelles	490	694
Dépenses d'investissement	289	324
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	216	307
Bénéfice consolidé par action ordinaire (en dollars)		
Bénéfice net de base	0,79	0,84
Mesures et ratios financiers consolidés		
Croissance (baisse) des produits	1,0 %	2,0 %
Marge opérationnelle ¹⁾	4,1 %	4,3 %
Marge du BAIIA ²⁾	6,6 %	6,6 %
Montant ajusté de la dette ²⁾ sur le BAIIA ²⁾ sur une base annuelle	2,4x	2,3x
Montant ajusté de la dette ²⁾ sur les capitaux propres ²⁾	0,7:1	0,8:1
Couverture des intérêts ²⁾	4,1x	4,4x
Rendement de l'actif net moyen sur une base annuelle ²⁾	10,5 %	12,2 %
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires sur une base annuelle	11,1 %	13,4 %
Résultats opérationnels du secteur Vente au détail		
Chiffre d'affaires	9 627	9 563
Marge brute	2 104	2 071
Résultat opérationnel	373	397
Statistiques opérationnelles du secteur Vente au détail		
Croissance (diminution) du chiffre d'affaires des magasins comparables	(0,2 %)	1,3 %
Marge brute (en pourcentage)	21,9 %	21,7 %
Marge opérationnelle ¹⁾	3,9 %	4,2 %
Superficie de vente au détail (en millions de pieds carrés)	51,2	50,9
Nombre de magasins détenus par la société	579	579
Nombre de magasins franchisés	469	458
Résultats opérationnels du secteur Services financiers		
Produits	200	164
Résultat opérationnel	32	24
Bénéfice avant impôt sur le résultat	19	10
Mesures et statistiques opérationnelles du secteur Services financiers		
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	2 055	1 942
Créances sur cartes de crédit	2 073	1 911
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	39	33
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre ¹⁾	12,8 %	12,7 %
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre ¹⁾	4,4 %	4,3 %

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire à la page 132 du Rapport annuel 2011 – Revue financière.

2) Voir les Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 22 du rapport de gestion du présent rapport.

Profil de la société

Les Compagnies Loblaw limitée, filiale de George Weston limitée, est le plus grand détaillant en alimentation au Canada et l'un des plus grands fournisseurs de produits pharmaceutiques, de produits de marchandise générale et de produits et services financiers. Loblaw est l'un des principaux employeurs du secteur privé au Canada, employant quelque 135 000 salariés à temps plein ou à temps partiel par l'entremise de plus de 1 000 magasins détenus par la société et magasins franchisés à l'échelle du pays. De par la diversité des bannières qui forment son portefeuille, Loblaw cherche à procurer aux consommateurs canadiens une vaste gamme de produits et de services qui répondent aux besoins des ménages au quotidien. Loblaw est réputée pour la qualité, l'innovation et le prix avantageux des produits alimentaires qu'elle offre aux consommateurs. De toutes les chaînes d'alimentation au Canada, elle est celle qui propose le programme de marques contrôlées le plus étoffé, y compris les marques *le Choix du Président*, *sans nom* et *Joe Fresh*. De plus, la société offre aux consommateurs les *Services financiers le Choix du Président* ainsi que le programme de fidélisation des points *PC* par l'intermédiaire de ses filiales.

La société s'est donné pour mission d'être le meilleur détaillant de produits alimentaires, d'articles de soin de santé et d'articles pour la maison au Canada en allant au-delà des attentes de la clientèle par l'offre de produits novateurs et à prix avantageux. La société compte deux secteurs opérationnels à présenter, à savoir le secteur Vente au détail et le secteur Services financiers. Le secteur Vente au détail comprend principalement les produits alimentaires ainsi que les produits pharmaceutiques, les postes d'essence, les vêtements et les autres articles de marchandise générale. Le secteur Services financiers comprend les services de cartes de crédit, le programme de fidélisation de la clientèle, les services de courtage d'assurance, les services bancaires aux particuliers offerts par l'intermédiaire d'une grande banque à charte canadienne, les services de dépôt ainsi que les services de télécommunications.

Marques de commerce

Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales sont propriétaires d'un certain nombre de marques de commerce. Plusieurs filiales utilisent sous licence d'autres marques de commerce. Ces marques de commerce sont la propriété exclusive de Les Compagnies Loblaw limitée ou du concédant de licence et, lorsqu'elles sont mentionnées dans le présent rapport, elles figurent en italique.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Agent comptable des registres et agent des transferts

Services aux investisseurs

Computershare Inc.	Sans frais : 1-800-564-6253
100, av. University	(Canada et États-Unis)
Toronto, Canada	Télécopieur : 416-263-9394
M5J 2Y1	Télécopieur sans frais : 1-888-453-0330
Accès direct à l'échelle internationale :	514-982-7555

Pour procéder à un changement d'adresse ou mettre fin à des envois multiples ou pour toute autre requête concernant votre compte d'actionnaire, veuillez communiquer avec les Services aux investisseurs Computershare Inc.

Relations avec les investisseurs

Les actionnaires, les analystes de valeurs mobilières et les professionnels en placements sont priés d'adresser leurs demandes à Kim Lee, vice-présidente, Relations avec les investisseurs, au siège social national de la société ou par courriel à investor@loblaw.ca.

Des informations financières supplémentaires sur la société ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation des valeurs mobilières du Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et au Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque PC, filiale de la société. La société procède à un appel à l'intention des analystes peu de temps après la publication de ses rapports trimestriels. Ces appels sont archivés dans la section destinée aux investisseurs sur le site Web de la société au loblaw.ca.

Téléconférence et webémission

Les Compagnies Loblaw limitée tiendra une téléconférence et une webémission le 14 novembre 2012, à 11 h, HNE.

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 647-427-7450. La rediffusion sera disponible deux heures après la téléconférence au 416-849-0833, code d'accès 33855200. Pour accéder à la webémission, veuillez visiter notre site, au loblaw.ca, et cliquer sur l'onglet Centre des investisseurs. Préinscription possible.

De plus amples renseignements se trouvent sur le site Web de Les Compagnies Loblaw limitée au loblaw.ca.



Loblaws

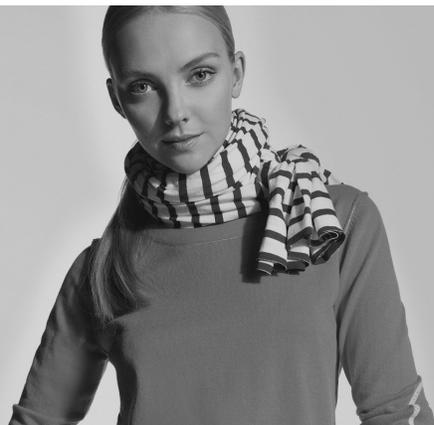
LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE

LOBLAW.CA

PC.CA

JOEFRESH.COM

PCFINANCE.CA



This report is available in English.